



## PRÉSIDENTIELLE 2021

# L'Upads jette l'éponge

A l'issue de la troisième session ordinaire du Conseil national de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) tenue du 27 au 30 janvier à Brazzaville, le plénum des membres de cette instance dirigeante a convenu de ne pas présenter un candidat à l'élection présidentielle du 21 mars. « ... Les militants de l'Upads sont appelés, au cours de cette élection présidentielle, à observer la discipline républicaine aux fins du maintien de

l'ordre public et de la grandeur dont ils ont toujours fait montre face au prescrit nationaliste édicté par Pascal Lissouba, fondateur de l'Upads », a précisé le communiqué final des travaux lu par Honoré Sayi, porte-parole du parti, pendant que le Premier secrétaire du parti, Pascal Tsaty Mabiata, dans son discours de clôture des travaux, a annoncé que l'Upads ne soutiendra aucun candidat.

Page 2



Pascal Tsaty Mabiata

## PAIX ET SÉCURITÉ

# La CIRGL appelle à un cessez-le-feu immédiat en RCA



Les chefs d'Etat et de gouvernement de la CIRGL et de la CEEAC

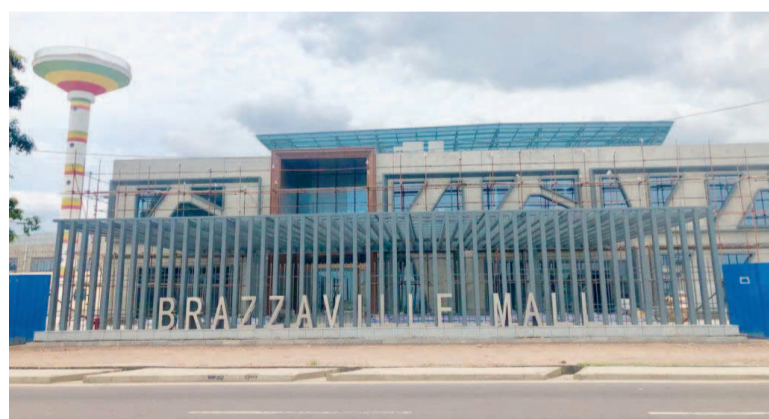
Les chefs d'Etat et de gouvernement de la CIRGL et de la CEEAC ont, au cours d'un mini-sommet tenu le 29 janvier

à Luanda en Angola sur la situation politique et sécuritaire en République centrafricaine (RCA), appelé les forces rebelles à observer un cessez-le-feu unilatéral et immédiat. Convoqué à l'initiative du président angolais, João Manuel Gonçalves Lourenço, ce mini-sommet a renouvelé l'engagement des chefs d'Etat des pays membres de la Cirgl à privilégier le dialogue et la concertation permanente entre les acteurs politiques et la société civile centrafricaine.

Pages 8 et 16

## AFFAIRES

# L'exploitation de « Brazza Mall » confiée à NeoRetail



L'Etat congolais a décidé de confier la gestion et l'exploitation du Centre commercial « Brazza Mall », situé à Mpila à la société française NeoRetail, créatrice d'opérateurs des centres locaux. L'accord de concession de « Brazza Mall » a été signé le 28 janvier à Brazzaville entre le ministre de l'Aménagement, de l'Équipement du territoire et des Grands travaux, Jean Jacques Bouya, et le président du groupe NeoRetail, Benjamin Pestel. Ce centre va créer 1000 emplois dont 600 directs et 400 indirects.

Page 7

## CHAN 2021

# Les Diabes rouges quittent la compétition

L'équipe nationale du Congo est éliminée en quarts de finale du Championnat d'Afrique des nations (Chan), le 30 janvier, à Douala au Cameroun, par les Maliens au terme d'un match âprement disputé (0-0 au temps réglementaire puis 4 tirs au but contre 5). A l'image de l'édition 2018 où ils étaient écartés aussi en quarts de finale par la Libye, les Congolais quittent le Chan tête haute parce que leurs prestations au cours de ce tournoi ont été assez appréciables.

Page 14



# Dernier hommage de la République à François Itoua

Page 16

## Éditorial

# On vous aime !

Page 2

## ÉDITORIAL

## On vous aime!

La déception est là. Cela s'entend, mais le moment ne se prête pas à la lapidation. Les Diables rouges du Congo n'ont pas franchi le cap des quarts de finale du Championnat d'Afrique des nations de football au Cameroun. Ils ont perdu aux tirs au but 4 contre 5 devant les Aigles du Mali, après un nul blanc durant le temps réglementaire.

Devant le petit écran, la concentration était de mise partout à Brazzaville. Dans une certaine mesure, ce samedi 30 janvier où le couvre-feu est avancé à 20 heures pour cause de Covid-19, les amateurs du ballon rond étaient prêts à rester encore dans la rue pour célébrer une victoire très souhaitée de leur onze national local. La chance n'a pas souri aux Congolais.

Doit-on chercher à lyncher nos jeunes ambassadeurs pour cette courte défaite ? Evidemment que non. Les Diables rouges ont donné le meilleur d'eux-mêmes au long des quatre sorties qu'ils ont effectuées, fiers de hisser haut les couleurs de la nation. Quand on considère que la conjoncture actuelle marquée par la crise sanitaire plombe les rassemblements, au nombre desquels ceux liés à la préparation sportive, il y a lieu de saluer le comportement de nos joueurs locaux.

Néanmoins, les Congolais veulent obtenir un meilleur résultat quand leur équipe nationale les représente sur le continent. Par ces temps crispés du fait des imprécations du coronavirus, une victoire dans une compétition sportive de bon niveau rallume les flammes de l'espérance et permet, le temps des célébrations, de croire aux lendemains meilleurs.

Nous prévoyions que les Diables rouges plumerait les Aigles comme ce fut le cas en 1972 lorsque le Cameroun porta chance au Congo devant le Mali en Coupe d'Afrique des nations. Les championnats passent mais ne se ressemblent pas. A l'évidence, le souhait qu'il convient d'émettre en direction du staff de la sélection locale est qu'il prenne sur lui d'entretenir la pépinière vue à l'œuvre à Douala et Yaoundé, afin qu'elle ne disparaisse pas de la circulation aussitôt rentrée au pays.

C'est la seule façon de capitaliser sur les acquis et donner plus de chance à la construction d'un excellent Onze national de type A. Bon retour au bercail chers Diables rouges !

Les Dépêches de Brazzaville

## PRÉSIDENTIELLE 2021

## L'Upads ne prendra pas part au scrutin

A l'issue de la troisième session ordinaire du Conseil national de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) tenue du 27 au 30 janvier à Brazzaville, le plénum des membres de cette instance dirigeante a convenu de ne pas présenter un candidat à l'élection présidentielle du 21 mars.



Les membres du Conseil national/Adiac

La décision du Conseil national de ne pas participer à l'élection présidentielle trouve son fondement, affirment les membres de ladite instance dirigeante, dans l'impréparation de cette échéance par le gouvernement qui, cinq ans durant, n'a pas été capable d'améliorer le système électoral pour en garantir la crédibilité et la sincérité des résultats.

« ...les militants de l'Upads sont appelés au cours de cette élection présidentielle à observer la discipline républicaine aux fins du maintien de l'ordre public et de la grandeur dont ils ont toujours fait montre face au prescrit nationaliste édicté par Pascal Lissouba, fondateur de l'Upads », a précisé le communiqué final des travaux lu par Honoré Sayi, porte-parole du parti.

Intervenant sur le même sujet

dans son discours de clôture des travaux, le Premier secrétaire de l'Upads, Pascal Tsaty Mabiala, a appelé les membres du Conseil national à expliquer à la base du parti cette « grave décision » en se fondant notamment sur l'argument relatif au souci de l'Upads de ne pas créer les conditions de désunion au sein de l'organisation. En outre, il a ajouté que son parti ne soutiendra aucun candidat.

Au cours de cette session, les membres du Conseil national ont convenu que le congrès va être convoqué après les élections législatives, locales et sénatoriales. De même, qu'ils ont mis en place un organe informel dénommé « Comité de conciliation pour l'unité et le rassemblement au sein du parti » placé sous l'autorité du Premier secrétaire. Cet organe est chargé de ramener au sein du

parti tous ceux dont le cœur en bat la chamade. Le Conseil national a été informé du réaménagement du Secrétariat national et de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation pour des raisons d'efficacité et d'indisponibilité de certains membres. Ainsi, pour le Secrétariat national Jérémy Sylvain Lissouba, admis à titre exceptionnel au Conseil national et au Bureau politique, y fait son entrée pour s'occuper du département des stratégies et relations extérieures. Pour la Commission nationale de contrôle et d'évaluation, Jean Bruno Madiba est élu président en remplacement de Simon Mfoutou, décédé, tandis que Jacques Balendé et Blandine Mberi Mayekou font leur entrée dans ladite structure en qualité de membres.

Roger Ngombé

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ingamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

## Secrétaire des rédactions :

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Doumiana (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlé Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Gyllin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PRÉSIDENTIELLE 2021

# La FOC envisage de boycotter le scrutin

La Fédération de l'opposition congolaise (FOC) et le parti Unis pour le Congo (UPC) ont, au cours d'une conférence de presse animée conjointement le 29 janvier à Brazzaville, qualifié de « non évènement », l'élection présidentielle du 21 mars avant d'appeler au « rassemblement des démocrates congolais. »

Le président par intérim de la FOC, Clément Miérassa, et le président de l'UPC, Paulin Makaya, ont dévoilé à la presse, le contenu de la lettre d'interpellation qu'ils ont adressée au chef de l'Etat et celui de « l'Appel du 29 janvier 2021 pour le rassemblement des démocrates congolais ». Dans les deux documents, ils dénoncent « un énième passage en force » en vue de l'élection présidentielle du 21 mars 2021.

Selon les responsables de cette plateforme politique, la situation préélectorale n'est guère rassurante à quelques semaines du délai constitutionnel de l'organisation de la prochaine élection présidentielle. A titre d'exemple, ils ont cité l'absence des listes électorales fiables du fait de la



Clément Miérassa et Paulin Makaya lors de la conférence de presse Adiac

reconduction de la méthodologie consistant à déterminer le corps électoral au moyen d'une révision des listes électorales ; la reconduction d'une com-

mission d'organisation des élections composée « essentiellement » des représentants du régime ; l'utilisation de l'administration publique et territoriale au

service du seul candidat du pouvoir. « Nous dénonçons avec vigueur le coup de force électoral en cours dans notre pays », ont-ils critiqué.

**« Nous dénonçons avec vigueur le coup de force électoral en cours dans notre pays »,**

Ils exigent, par ailleurs, la tenue d'un dialogue national inclusif sous l'égide de la communauté internationale et invitent celle-ci à suivre avec « une attention particulière la situation du Congo-Brazzaville, qui est, selon eux, véritablement en danger. Insistant sur leur démarche, le président de l'UPC a indiqué que la FOC n'était pas concernée par l'élection présidentielle du 21 mars prochain. Composée au départ du Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad), de l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC) et de la Composante Jean-Marie Michel Mokoko (CJ3M), la FOC vient d'enregistrer un autre partenaire, l'UPC.

**Parfait Wilfried Douniama**

## LE FAIT DU JOUR

## 500 moins 391

Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi doit-il peut-être boire un petit lait. Le vote de la motion de censure contre le gouvernement du Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba, le 27 janvier, est en effet de nature à lui laisser les mains libres pour enfin gouverner son pays avec une large majorité et appliquer son programme. La bataille a duré des semaines, mais a fini par produire ses résultats tant il est vrai qu'elle n'était pas gagnée d'avance.

Dans les jours à venir, le chef de l'Etat choisira qui parmi ses fidèles prendra la tête du prochain gouvernement. On imagine la liste des prétendants longue. Le choix des collaborateurs à ce niveau de responsabilités a toujours été un casse-tête pour un président. A côté de sa volonté de mieux faire se greffent souvent des volontés partisans ou partenariales qui

peuvent se relever tout autant déterminantes que déroutantes. A lui à qui incombe l'arbitrage de savoir ce qu'il veut.

Comme cela s'était passé auparavant, lorsqu'il fut question de renverser le bureau de l'Assemblée nationale à dominante Front commun pour le Congo-FCC-, la déclaration de la nouvelle majorité a donné lieu à un vent d'enthousiasme dans le camp des vainqueurs. Les vaincus ont tout naturellement exprimé leur amertume. Ainsi va la démocratie. C'est à-peu-près ce qu'a compris le Premier ministre sortant. Du haut de son expérience, Ilunga Ilunkamba avait tenté de résister à l'assaut mené contre son fauteuil avant de prendre de la hauteur. Il a choisi de se conformer à la Constitution de son pays et présenté sa démission au président de la République en bonne et due forme.

Le futur remplaçant du Premier ministre du FCC sera investi au

nom de l'Union sacrée pour la nation. Il n'est guère de doute à croire que « Front commun » et « Union sacrée » postulent tous pour le bien des Rd-Congolais. Ce qui va les différencier, ce sera la manière d'aborder les questions qui tiennent à cœur la population de ce pays qu'une instabilité de plus de trois décennies (si l'on borne le constat à 1998-début de la guerre de l'Est) a plongé dans une grande incertitude malgré les potentialités de son sous-sol. Sur cet aspect, on peut se rendre à l'évidence que les dénominations des plateformes politiques, alléchantes les unes que les autres, ne prospèrent qu'en fonction du résultat qu'elles produisent.

Combien le prochain gouvernement de RDC comptera-t-il de ministres ? Quel sera sa principale mission à deux ans de la convocation de l'élection présidentielle ? Le président Tshisekedi pourrait-il enfin être épargné par les luttes in-

testines qui ont émaillé son alliance avec le FCC le contraignant à se séparer de son partenaire ? Dans la tête de ses nouveaux alliés, le calcul visant 2023 (présidentielle) sera-t-il mis de côté pour lui permettre de se pencher sur le quotidien des hommes et des femmes qui lui ont accordé leur confiance il y a deux ans ?

Ce sont autant de questions qui se posent dans le cheminement vers la mise en place d'une nouvelle équipe gouvernementale en RDC. Si les ex-alliés du chef de l'Etat acceptent de jouer le jeu de la transition en cours et lui laissent la voie libre pour faire ses preuves, ils ne se prépareront pas moins à la conquête du pouvoir dans les deux prochaines années. Il importe que les uns et les autres envisagent ce futur comme une compétition pacifique où les stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir excluent tout recours à la violence.

**Gankama N'Siah**

## PRÉSIDENTIELLE 2021

## La société civile plaide pour des débats constructifs sur la jeunesse

Les délégués d'une quinzaine de mouvements associatifs se sont réunis à Brazzaville, le 26 janvier dernier, pour échanger sur l'employabilité des jeunes et leur rôle dans la valorisation des acquis en matière d'infrastructures de développement.

L'activité initiée par l'Alliance des peuples de l'Alima (APA) se veut une rencontre citoyenne sur les sujets brûlants à l'orée du scrutin présidentiel, prévu pour le 21 mars prochain. Les participants à cette rencontre représentent les différentes catégories sociales des jeunes, à l'instar des membres du Réseau des jeunes élitistes congolais (RJEC) et l'Union des musiciens congolais.

Pour le coordonnateur du Réseau des jeunes élitistes congolais, Audin Ndongo, le contexte actuel nécessite des débats publics focalisés non pas sur des « individualités », mais plutôt sur des questions liées à l'emploi des jeunes, à la création des richesses et à la consolidation de la paix. « Je suis venu participer à cette rencontre,



car il va falloir vulgariser les progrès réalisés au cours de ces dernières années...», a affirmé Audin Ndongo.

Même son de cloche du côté de

l'Union des musiciens congolais que dirige Bonguili Magloire dit "Pape God". Celui-ci pense que le temps est venu pour les jeunes d'agir ensemble en vue d'un dé-

veloppement inclusif. « C'est une très bonne initiative de réunir les leaders des associations des jeunes pour échanger sur les sujets concernant

leur avenir. Des bases de développement sont déjà posées, à travers les infrastructures essentielles, il nous appartient de susciter les réflexions sur la manière de les rentabiliser », a-t-il estimé.

Selon le président de l'APA, Ange Mwene Lebondi, l'initiateur de la rencontre citoyenne, les interrogations évoquées trouvent leurs réponses dans l'ouvrage « Discours sur un Congo en chantier » de Jean-Jacques Bouya. Le livre de 518 pages résume, en effet, les réalisations de ces quinze ou dix dernières années, notamment des routes, des aéroports, des installations portuaires, des infrastructures numériques, des hôpitaux, des écoles, des stades et centres sportifs.

**Fiacre Kombo**

## Le Comité de crise de l'Ufd soutient le candidat Denis Sassou N'Guesso

Dans une déclaration rendue publique le 30 janvier à Brazzaville, le Comité de gestion de la crise pour la réhabilitation de l'Union des forces démocratiques (Ufd) a ouvertement annoncé son soutien au candidat Denis Sassou N'Guesso à l'élection présidentielle du 21 mars.



Les membres du Comité de crise justifiant l'engagement

des membres du Comité de crise justifient l'engagement de soutenir le candidat de la majorité présidentielle par le fait qu'ils n'ont jamais admis la dissolution de l'Ufd. Ils ont à cet effet sollicité l'arbitrage du chef de l'Etat dans le processus de réhabilitation de l'Ufd dont ils espèrent toujours.

« Seul le président de la majorité présidentielle peut trancher le nœud gordien en réhabilitant l'Ufd qui retrouvera ainsi sa place au sein de sa famille, la majorité présidentielle, puis de participer avec les autres forces politiques à la campagne électorale et au plébiscite le 21 mars, du candidat Denis Sassou N'Guesso », a déclaré le président du Comité de gestion de la crise, Jean Samba.

Par ailleurs, les anciens mili-

tants de l'Ufd se comparent actuellement aux brebis perdues. Ils risquent d'oublier le chemin des urnes en privant de ce fait au chef de l'Etat son électorat toujours acquis.

« Cet électorat se réfugie maintenant dans un repli identitaire, se drapant seulement des restes de sa dignité bafouée. C'est pourquoi le Comité de gestion de la crise estime être de son devoir de rassembler ces brebis perdues afin que celles-ci soient prêtes à répondre à l'appel du président de la République pour les prochaines échéances électorales », a-t-il renchéri.

En outre, les membres du Comité de crise ont constaté que la fusion par absorption de l'Ufd par le Parti congolais du travail a été une faute stratégique. En

effet, a poursuivi Jean Samba, les tenants du courant liquidateur de l'Ufd en ne s'entourant pas de la précaution de convoquer un congrès extraordinaire ayant pu assurer le consensus sur la question de la dissolution ainsi que le stipulent les statuts du parti en leur article 96, ces « apprentis sorciers » ont de ce fait ouvert une boîte de Pandore d'où sont échappés des maux tels que la naissance d'une contestation ouverte ou sourde à cette décision unilatérale ; repli identitaire des anciens militants dépossédés de leur parti ; sentiment d'abandon et de dignité bafouée ; frustration ; désintéressement vis-à-vis de la chose publique et refus d'intégrer toute autre formation politique.

**Roger Ngombé**

## 2500 jeunes de la Ligue des patriotes rejoignent la FMC Talangai

La Force montante congolaise (FMC), l'organisation des jeunes du Parti congolais du Travail (PCT) poursuit sa campagne d'adhésion à l'endroit des jeunes. Les ex-membres de la Ligue des patriotes ont promis de se mobiliser pour l'inscription « massive » sur les listes électorales en cours de révision dans la perspective de la présidentielle de mars 2021.



Fiston Ingani s'adressant à ses camarades/

Le président de la Ligue des patriotes, Fiston Ingani, a remis un lot de deux mille cinq cents fiches d'adhésion au secrétariat du comité Talangai de la FMC, marquant ainsi la fusion de ce mouvement associatif à l'organisation juvénile du PCT.

Pour Fiston Ingani, cet engagement s'inscrit avant tout dans le cadre de la poursuite de la campagne d'adhésion impulsée par le premier secrétaire de la FMC, Vadim Osdet Mvouba, et de sa volonté de restructurer les organes intermédiaires du mouvement à quelques semaines de la présidentielle du 21 mars 2021.

« Notre association a pu rassembler deux mille cinq cents fiches d'adhésion dont l'échantillon de 200 jeunes, ici présent, est un exemple illustratif. Et notre contribution ne s'arrêtera pas là. Nous ne nous reposerons pas tant que la FMC n'aura pas atteint ses objectifs », a déclaré Fiston Ingani.

Cette adhésion massive signifie aussi que la Ligue des patriotes partage « Xpleinement » la vision de la FMC et son engagement à soutenir la candidature du président sortant Denis Sassou N'Guesso. La FMC, a martelé l'intervenant, est un cercle de réflexion juvénile sur les questions de l'heure liées au prochain scrutin, mais aussi sur les moyens d'améliorer les conditions de vie des jeunes congolais.

**Fiacre Kombo**

## PRÉSIDENTIELLE 2021

# Les médias appelés au respect de la déontologie professionnelle

Une cinquantaine de journalistes représentant différents médias congolais ont pris part, le 28 janvier à Brazzaville, à un séminaire de sensibilisation et de formation organisé par la délégation de l'Union européenne (UE), en collaboration avec le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC).

Plusieurs thèmes axés sur le rôle des médias, la liberté d'expression et de communication en période électorale ont été développés tour à tour par les experts et responsables des médias en présentiel et par visioconférence. À l'instar de Pierre Mbéri, enseignant en journalisme à l'Université Marien-Ngouabi qui a évoqué les défis et opportunités à saisir pour une bonne couverture médiatique du processus électoral, conformément au cadre légal et réglementaire en vigueur, des responsables des médias en ligne, ainsi que des journalistes de plusieurs pays africains et européens (Paris, RDC, RCA Côte d'Ivoire...) ont apporté en direct leur contribution, en se basant sur l'expérience acquise par chacun d'eux dans l'exercice du métier.

Le dernier thème portant sur la liberté d'expression et de communication pendant le processus électoral a fait l'objet d'un débat entre journalistes participants et panélistes. Parmi eux, le président du Conseil supérieur de la liberté de communication, Philippe Mvouo, qui a rappelé que la liberté d'expression renvoie les médias aux principes fondamentaux du métier de journalisme qui obéit aux règles



Une vue des participants au séminaire; les panélistes/Adiac

et principes déontologiques. La rigueur et l'exactitude, l'intégrité, l'équité et la responsabilité sont, entre autres les piliers normatifs du métier. « *Le journaliste se doit de vérifier et de fournir une information fiable, complète et équilibrée. Il doit cultiver sa personnalité, en évitant de courir derrière les candidats* », a-t-il insisté.

Pour sa part, le conseiller en paix et développement aux Nations unies, Stean Tshiband, a relevé l'importance et le caractère particulier que revêt les élections. Le rôle des

Nations unies consiste, a-t-il dit, à réfléchir sur la manière de renforcer la loi. A cet effet, il a annoncé l'organisation, dans les prochaines semaines, d'une formation destinée aux journalistes sur la loi électorale. Pendant ce séminaire, les participants ont également suivi en ligne la contribution d'Ibrahima Sané, membre du conseil national de régulation de l'audiovisuel au Sénégal, et ancien journaliste, et celle d'Idriss Bossoto, enseignant et chef de parcours sciences et techniques de la communication à l'Université

Marien-N'Gouabi. Le premier a fait l'éclairage sur l'équilibre et l'équité dont le journaliste doit faire montre dans l'exercice de son métier. Le second a relevé l'importance du traitement de l'information, et les principes de déontologie journalistique tout en faisant observer l'absence des textes au Congo.

Les deux autres panélistes, Modeste Elenga, directeur de Radio Congo et son collègue de Vox TV, Arsène Séverin Ngouela, ont partagé l'expérience en matière de liberté d'expression et de traitement

d'information au sein de leur rédaction respective.

En effet, si pour la radio la liberté d'expression est un combat perpétuel, au regard des pesanteurs et « injonctions » de la tutelle, le directeur général de la radio nationale a par ailleurs souligné l'intérêt, pour les journalistes, de se conformer aux lois fondamentales sur le rôle des médias en période électorale. Il a partagé les préoccupations relevant d'un média public, sans oublier les difficultés liées au manque de matériel de travail pouvant permettre aux journalistes de se mouvoir dans tout le pays.

Lors des échanges, il a été relevé qu'au Congo les journalistes travaillant dans les médias publics sont, pour la plupart du temps, victimes des pressions, ce qui érode la confiance de ces médias vis-à-vis du public qui se tourne beaucoup plus vers les médias privés.

Après avoir souligné le rôle « important » des médias dans le processus électoral, l'ambassadeur de l'Union européenne, Raul Mateus Paula s'est dit satisfait du climat dans lequel les échanges se sont déroulés.

**Guy-Gervais Kitina  
et Yvette Reine Nzaba**

## VIE ASSOCIATIVE

## « Bana ya Esther » renforce les effectifs de l'OFC

L'association des femmes dénommée « Bana ya Esther de Mfilou » que dirige Donnie Mboundou a initié, le 29 janvier, une campagne d'adhésion de ses membres à l'Organisation des femmes du Congo (OFC) à la mairie de Mfilou.



Les adhérentes à l'OFC (Adiac)

Au total 997 femmes issues des sections du Parti congolais du travail (PCT) des treize quartiers de l'arrondissement 7 Mfilou de Brazzaville ont rempli des fiches d'adhésion. Donnie Mboundou a rappelé, à cette occasion, les missions du parti. Parmi celles-ci, figurent la mobilisation, l'organisation, la motivation et l'encadrement des femmes sur la base de leur intérêt spécifique afin de les amener à contribuer par leurs réflexions à l'enrichissement politique de la première formation de la majorité présidentielle. « *Notre adhésion à l'OFC est un bienfait, parce qu'elle nous permettra d'être actrices engagées dans les questions féminines au sein du parti et facilitera l'action de l'OFC à Mfilou* », a-t-elle déclaré.

Elle a invité les femmes à être disponibles et dynamiques pour relever les défis socio-culturels, économiques et politiques dans cet arrondissement. Selon la présidente de l'association, les femmes occupent une place essentielle dans le domaine de l'éducation, de l'émancipation et de l'autonomisation.

La campagne d'adhésion s'est déroulée en pré-

sence de la secrétaire nationale chargée de l'organisation et de la mobilisation de l'OFC Chantale Kodja et de la secrétaire permanente du PCT chargée de la question féminine, de l'enfance et de la famille, Esther Ayissou Gayama. Rassurant les nouvelles adhérentes de la réalisation de plusieurs projets au sein de l'OFC, Chantale Kodja a appelé les femmes à prendre en compte toutes les catégories sociales des femmes membres de l'OFC. Elle a invité par ailleurs les femmes à participer à l'opération de révision des listes électorales. De son côté, Esther Ayissou Gayama a incité les femmes au sursaut national, car elles sont sous représentées dans les instances de prise de décisions. L'association « Bana ya Esther de Mfilou » a été créée à Brazzaville. Elle a pour objectif d'œuvrer pour l'autonomisation des jeunes filles mères désœuvrées. Les actions déjà réalisées par cette structure sont entre autres des journées de réflexions autour du devenir de la femme congolaise et la formation aux petits métiers.

**Lydie Gisèle Oko**

## VIE DES PARTIS

## Le Pard, un nouveau-né dans la sphère politique congolaise

Le microcosme politique congolais s'est élargi avec la sortie officielle le 30 janvier à Brazzaville du Parti africain pour le renouveau démocratique (Pard).



Eloi Destaing Sikoula au centre face aux membres de son parti

Créé le 27 juillet 2019, ce nouveau venu dans l'arène politique congolaise se réclame de l'opposition et prône la sociale libérale. Dans son message aux cadres et militants de cette formation, le président national, Eloi Destaing Sikoula a d'abord situé le contexte de la cérémonie avant de définir les raisons de la création de cette formation politique et aussi sa mission.

« *La création du Pard répond à un certain nombre d'ambitions politiques et sociales parmi lesquelles, l'affirmation de notre foi en Dieu, l'amour du prochain, le multipartisme que consacre notre Constitution, notre vision sur le patriotisme, la mégestion du pays* », a-t-il déclaré avant de rappeler que le Congo est riche mais plus de la moitié de la population ploie sous le poids de la pauvreté et où la politique non seulement avale ses propres fils, mais aussi fait voler en éclats toutes les valeurs sociales, culturelles et humaines. « *En vérité le pays est à tout point de vue en perte de vitesse, les valeurs morales, l'éthique sociale, la justice, l'amour du prochain ne sont plus que des vertus désuètes* » a-t-il renchéri.

Il a, à cet effet, exhorté les Congolais à rechercher les voies et moyens pour le rétablissement des vraies valeurs favorables à un développement prospère, au nombre desquelles le patriotisme, l'unité nationale, l'éthique sociale, la justice. Pour Eloi Destaing Sikoula, la matérialisation de

toutes ses valeurs ne peut être possible que dans le respect de la chose publique et la promotion de l'excellence, le dialogue et la culture de paix. Le Parti africain pour le renouveau démocratique, a-t-il renchéri, fait de ces valeurs son credo.

Il a, en outre, signifié que de nos jours, tous les Congolais du Nord au Sud de l'Est à l'Ouest, sont confrontés à une même réalité, aux mêmes difficultés, aux mêmes conditions d'existence. De ce fait, la mise en place des politiques plus ambitieuses s'avère plus indispensable.

Il faut, à cela, a-t-il poursuivi, choisir des règles nouvelles d'organisation de la société pour garantir la stabilité des institutions pour un Congo nouveau, uni et prospère. Le développement ne résultera que de la responsabilité, des efforts et de la prise de conscience des gouvernants afin de créer des richesses matérielles et en assurer la bonne distribution.

Le Pard enfin, a-t-il conclu, sera le parti de toutes les Congolaises et de tous les Congolais qui partagent sa vision et ses valeurs. S'agissant de la politique du pays, le parti fera parvenir au président de la République et aux autres institutions son cahier des charges au moment opportun. Les organes dirigeants sont le Conseil national formé de cent vingt-cinq membres, le Bureau politique vingt-trois, le secrétariat permanent quinze et la Commission de contrôle et de vérification cinq.

**Jean-Jacques Koubemba**

## ZONE INDUSTRIELLE DE MALOUKOU

# La connexion au réseau électrique conditionne l'expansion des activités

Le Premier ministre, Clément Mouamba, a visité le 29 janvier, en compagnie de quelques membres du gouvernement, la zone industrielle de Maloukou où l'entreprise chinoise, China Machinery engineering corporation (CMEC) procède à la connexion de ce complexe au réseau électrique national.

Dotée de dix-sept unités de production, cette zone industrielle située dans le district d'Ignié, à environ 70km au nord-est de Brazzaville, connaît, depuis quelques temps, une période d'inactivité due au manque d'électricité et d'eau potable. Ces usines produisent, entre autres, les tuyaux PVC, les tôles, les câbles d'électricité, les réservoirs en plastique.

Ainsi, préoccupé par la mise en service effective de cette zone industrielle qui s'inscrit dans le cadre des initiatives de diversification de l'économie nationale, encore dépendante de l'activité pétrolière, le Premier ministre a rassuré les partenaires de la détermination du gouvernement de tout mettre en œuvre afin que l'énergie, facteur déterminant de l'industrialisation, parvienne sur ce site dans les meilleurs délais. « Aujourd'hui, nous venons pour nous rendre compte de l'état des usines. Nous notons que ce sont de très belles usines qui sont rares sur le continent africain mais malheureusement il y a eu un peu de vandalisme sur au moins deux usines. C'est



Le Premier ministre visitant les unités de production de la zone industrielle de Maloukou/Photos DR.

un dommage que nous condamnons et que nous déplorons énormément », a indiqué Clément Mouamba

Selon lui, des nouveaux partenaires intéressés par ces usines y travaillent déjà dans le cadre des essais grâce aux groupes électrogènes, ce qui ne favorise guère

une rentabilité de celles-ci. « Le grand nœud est celui d'amener l'électricité sur le site. Pour cela, nous allons dépenser 15 milliards FCFA dont 9 milliards ont déjà été déboursés. Il ne reste que 6 milliards et dans l'urgence, il nous faut mobiliser plus de 3 milliards FCFA pour accélérer

l'alimentation de l'électricité et connecter la zone industrielle à partir de Djiri », a précisé le chef du gouvernement.

L'objectif, a-t-il souligné, est de donner à toutes ces usines des capacités de fonctionnement optimal de production et des rendements intéressants avec une très grande

compétitivité.

Projet intégrateur, la zone industrielle de Maloukou est un complexe qui s'étend sur environ 65 000 000 mètres carrés. Composée de plusieurs unités industrielles réparties par branches d'activités, elle dispose des lots individuels, d'une zone contigüe réservée à l'expansion future des activités et d'une troisième zone consacrée aux activités liées à la fourniture d'eau et d'électricité.

Excepté les 20 000 emplois directs et indirects qu'il pourrait créer, ce projet permettra le développement des activités d'importation et d'exportation, sous-tendues par des structures d'appui logistique, notamment un centre de formation et de perfectionnement de la main-d'œuvre, un port sec et des services.

Construite au village Manziélé, cette zone industrielle fait partie du projet de la zone économique spéciale de Brazzaville. Une fois en production, elle devrait participer à la politique de diversification de l'économie nationale.

Guy-Gervais Kitina

## ROUTE NATIONALE 1

## Lancement des travaux d'entretien sur l'axe de Mayama

La Congolaise des routes (LCR) vient de déployer ses équipes sur la principale route reliant Brazzaville à Pointe-Noire, pour renouveler la couche de roulement en enrobés. Les travaux, censés se dérouler durant le mois de février, visent à traiter les nids-de-poule et enlever les épaves de véhicules.



Il s'agit des premières interventions de LCR sur la chaussée cette année, dans le cadre du programme maintenance de la route prévu dans le contrat de concession qu'elle a signé avec l'État congolais. Selon le directeur général adjoint de LCR, Jean-Charles Lhommée, l'opération consiste à fraiser la couche ayant glissé, puis à la reprendre.

« Nous avons mobilisé du matériel et des ouvriers de notre sous-traitant CSCO Congo, dont l'une des bases est située le long de la route nationale 1 à Mayama, avec l'ensemble des équipements nécessaires aux travaux de réhabilitation des routes revêtues, à savoir la centrale à enrobés, la carrière, le finisseur, les

compacteurs... », a indiqué Jean-Charles Lhommée.

Le lancement des travaux d'entretien de la route Brazzaville/Pointe-Noire par LCR intervient quelques semaines après l'interpellation par les parlementaires sur l'état de cette voie. Les élus nationaux qui interrogeaient le ministre de tutelle évoquaient l'existence sur la voie des carcasses de véhicules et la dégradation de certains panneaux de signalisation.

Le responsable de LCR rassure que le lancement des travaux figure dans son agenda et n'est pas motivé par l'interpellation des élus nationaux. Les travaux sont programmés depuis novembre 2020, a expliqué Jean-Charles

Les travaux de réhabilitation de la RN1/DR

Lhommée, ajoutant qu'ils sont engagés durant la saison sèche pour pouvoir être réalisés sans discontinuité. « L'entretien courant qui est effectué permanemment sera renforcé dans les zones qui le nécessitent afin que le niveau de service offert à l'utilisateur ne se dégrade pas. Il convient de noter que le repli partiel des équipes de terrain durant les quelques mois du confinement ont contribué à redoubler nos interventions courantes d'entretien pour se remettre à niveau sur l'ensemble du réseau », a-t-il assuré.

Durant les travaux, la société exploitante invite les usagers de la route à la prudence à l'approche des zones de travaux.

Fiacre Kombo

## RÉGIES FINANCIÈRES

## Le timbre fiscal dématérialisé pour réduire la fraude

Le ministre délégué au Budget, Ludovic Ngatsé, a présenté le 29 janvier aux usagers le timbre fiscal dématérialisé qui contribue à la réduction de la fraude fiscale.

Il est également question de moderniser la collecte afin de sécuriser les recettes liées au timbre, d'améliorer la tenue de la comptabilité auxiliaire, d'interagir et d'échanger des informations avec les autres systèmes. « Plutôt que de traîner les bouts de papier, avec le timbre dématérialisé nous aurons juste un signal électronique qui va automatiquement authentifier la réalisation de la formalité. Il est digitalisé et en relation avec le système d'information du ministère », a indiqué le ministre délégué au Budget.

« C'est un grand pas en avant dans la collecte des impôts. Notre premier système a failli parce qu'il y avait trop d'interventions humaines. Par la digitalisation des procédures de déclaration des impôts et de collecte, nous allons améliorer significativement les recettes fiscales », a poursuivi Ludovic Ngatsé, avant de relever que la pression fiscale n'a pas augmenté. Elle a au contraire baissé.

Pour le directeur général des impôts Ludovic Itoua, ce projet ambitieux vient rompre les pratiques néfastes et inefficaces qui consistaient à vendre à la main les timbres fiscaux au gré des circonstances, en défaveur de l'administration fiscale et du budget de l'Etat. « Place à présent à un système moderne qui va permettre aux gestionnaires de travailler rapidement, en gagnant en temps et en heure », a-t-il souligné.

Notons que pour ce lancement trois sites ont été retenus à savoir : Poto-Poto, Baongo et Brazzaville centre (Plaine). D'autres avantages qu'offre le nouveau système sont entre autres, la sécurisation des recettes sur toute la chaîne, la traçabilité complète de la chaîne de gestion des timbres, l'interaction et l'échange des informations avec les autres systèmes (e-taxe, Sigfip) ainsi que l'ouverture vers les moyens de paiement électroniques.

Rappelons que c'est depuis 2016 que le ministère des Finances et du Budget a engagé des réformes de son système d'information visant, de manière générale, à améliorer la collecte et à sécuriser les recettes de l'Etat.

Lopelle Mboussa Gassia

## COMMERCE

# NeoRetail va assurer la gestion de Brazza Mall

Le ministre de l'Aménagement, de l'Équipement du territoire et des Grands travaux, Jean Jacques Bouya et le président de la société française NeoRetail, Benjamin Pestel, ont signé le 28 janvier à Brazzaville un accord sur la gestion et l'exploitation du centre commercial de Mpila dénommé Brazza Mall.

Selon Benjamin Pestel, l'exploitation de Brazza Mall permettra de créer 1000 emplois dont 600 emplois directs et 400 indirects. Situé en plein cœur de Brazzaville, le centre commercial Brazza Mall sera inauguré en 2021.

« Ces emplois directs et indirects seront répartis sur l'ensemble des fonctions supports et sur la direction de chacune des enseignes qui seront implantées à Brazzaville. Nous allons mettre en place un label qualité Congo, par leader Price pour que nous puissions certifier à l'ensemble de nos clients une garantie d'origine, de fraîcheur et de traçabilité. Nous avons un objectif qui est de proposer dans notre leader Price 50% de produits locaux. Ce leader Price doit être le reflet des besoins congolais afin de mettre en avant les créateurs congolais », a-t-il expliqué.

Benjamin Pestel a précisé que le groupe NeoRetail a pour objectif d'organiser l'immobilier commercial en concluant des marchés avec les grandes marques inter-



Les deux parties signant le protocole d'accord/Adiac

nationales, afin de créer de nouveaux concepts encore inexistantes au Congo.

De son côté, le ministre Jean Jacques Bouya a signifié qu'avec l'existence de Brazza Mall le Congo aura une plus-value. Pour lui, l'objectif de cet accord est de faire

**«...Nous avons un objectif qui est de proposer dans notre leader Price 50% de produits locaux. Ce leader Price doit être le reflet des besoins congolais afin de mettre en avant les créateurs congolais »**

en sorte que les deux parties aillent vers la phase d'exploitation de ce grand centre commercial en vue de faire de Brazzaville un pôle d'attraction au niveau du commerce.

« Il s'agit également d'améliorer cet espace public en un centre moderne, en créant les conditions de développement prônées par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso qui s'est impliqué dans la reconstruction de la zone de Mpila ayant subi des affres des événements du 4 mars 2012 », a-t-il renchéri.

Pour sa part, le ministre d'Etat chargé du Commerce, Claude Alphonse N'Silou, s'est réjoui du caractère standard de Brazza Mall qui selon lui a été conçu conformément aux normes internationales. Il a salué le directeur général de la société NeoRetail d'avoir choisi le Congo.

Notons que la société NeoRetail est créatrice d'opérateurs des centres locaux. Structure de contrôle et d'expertise basée à Nice en France, elle développe des filières locales.

Gloria Imelda Lossele

## DURQUAP

# Le budget 2021 arrêté à plus de 19 milliards FCFA

Le comité de pilotage du projet de Développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap) a arrêté, le 29 janvier à Brazzaville, le budget de l'année 2021 à la somme de 19.776.943.467 francs CFA, à l'issue de sa quatrième session.

« Ce budget va permettre de poursuivre les travaux que nous avons entamés en 2020. Des travaux approximativement du même montant. En effet, plusieurs paramètres ont concouru à l'initiative de ce projet et même dans sa mise en œuvre. Certains travaux ont débuté en juin et d'autres en septembre. Mais, pour la poursuite de ce projet dit structurant pour nos deux villes notamment Brazzaville et Pointe-Noire, il fallait absolument que nous accordions sur un certain nombre de données en vue de la pérennisation du projet », a indiqué Pascal Tchivongo, point focal du projet à Pointe-Noire. Les travaux du comité de pilotage du projet Durquap ont été présidés par Ferdinand

Sosthène Likouka. Ils ont permis aux administrateurs de faire le point des activités, d'évaluer le plan de travail et le budget annuel 2020 et examiner d'autres éléments inscrits à l'ordre du jour de la réunion (la note de synthèse durant la mise en œuvre des plans d'actions de réinstallation, les perspectives de la mise en œuvre d'un éventuel Durquap2, etc.).

L'exécution du projet Durquap a connu un certain nombre d'aléas, selon Pascal Tchivongo qui précise que la partie 2020 du projet devait s'arrêter en mai 2020. Mais, a-t-il poursuivi, face aux réalités de terrain, les travaux n'ont pas pu être totalement achevés. Pour assurer la poursuite du projet, le comité se devait d'arrêter son budget au montant retenu.



Les membres du comité de pilotage du projet Durquap/Adiac

Sur le plan de la structuration, le projet Durquap s'appuie sur des composantes essentielles telles l'intégration et la restructuration des quartiers précaires, le renforcement des capacités.

Concernant le plan financier, le comité de pilotage a noté certaines insuffisances qui seront signalées au gouvernement afin de garantir la poursuite du projet. Pour ce faire, Ferdinand Sosthène Likouka

a invité toutes les parties prenantes au travail afin d'assurer une bonne exécution du projet. Car, plusieurs facteurs ont retardé l'avancement du projet cofinancé par le Congo et la Banque mondiale.

G.I.L.

## COMMUNIQUÉ DU MINI-SOMMET DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA RÉGION DES GRANDS LACS SUR LA SITUATION POLITIQUE ET SÉCURITAIRE CENTRAFRICAINE

À l'invitation de son Excellence João Manuel Gonçalves Lourenço, président de la République d'Angola et président en exercice de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), a eu lieu le 29 janvier 2021, à Luanda, le Mini-Sommet de la CIRGL sur la situation politique et sécuritaire régnant en République centrafricaine, avec la participation de leurs Excellences Denis Sassou-N'Guesso, président de la République du Congo, le maréchal Idriss Déby Itno, président de la République du Tchad et président en exercice du CEN-SAD, en tant qu'invité spécial, Faustin Archange Touadéra, président de la République centrafricaine, le général Ibrahim Gabir, membre du Conseil souverain de transition de la République du Soudan, représentant son Excellence Abdul Fatah al Burhan, président du Conseil souverain de transition du Soudan, Dr. Vincent Biruta, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République du Rwanda, représentant son Excellence Paul Kagame, président de la République du Rwanda, Gilberto da Piedade Verissimo, président de la Commission de la CEEAC et João Samuel Caholo, secrétaire exécutif de la CIRGL.

2. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont félicité son Excellence Faustin Archange Touadéra, président de la République centrafricaine, pour sa réélection à la suite du scrutin du 27 décembre 2020.

3. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont procédé à une analyse de la situation en République centrafricaine et il s'est dégagé ce qui suit :

a- Une aggravation de la situation sécuritaire, consécutive à la persistance des actions militaires menées par les forces rebelles ;

b- Les autorités légales éprouvent des difficultés à assumer leurs missions légitimes de sécurité et de protection en raison de leurs obligations de se conformer aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU, prises en vertu de la résolution 2536 (2020) ;

c- Les forces rebelles s'approvisionnent en armes de plus en plus sophistiquées et d'autres moyens pour mener à bien leurs actions contre les populations et les autorités légitimes de la République centrafricaine ;

d- Une forte présence de mercenaires au sein des forces rebelles ;

La situation actuelle en République centrafricaine représente une forte menace pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la sous-région, et principalement dans les pays voisins de la République centrafricaine ;

Que tous les efforts menés pour la consolidation de la paix par le dialogue, en République centrafricaine, malgré la participation louable de la MINUSCA, ont abouti à des échecs successifs du fait que les groupes armés ont été en violation permanente de leurs engagements dans le cadre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, signé le 06 février 2019, entre le gouvernement et les factions armées.

4. Les chefs d'Etat et de gouvernement de la CIRGL et de la CEEAC ont réitéré la validité des

élections du 27 décembre 2020 qui ont proclamé le président Touadéra comme étant le président élu et par conséquent, ils ne permettront pas que des acteurs qui s'opposent aux résultats prennent le pouvoir par la force.

5. Les chefs d'Etat et de gouvernement appellent les forces rebelles à observer un cessez-le-feu unilatéral et immédiat, à se désengager de l'encerclement de Bangui et rentrer à leur position initiale.

6. Le Sommet de Luanda lance un appel aux groupes rebelles à dégager immédiatement le corridor Douala-Bangui pour permettre la libre circulation des personnes et biens.

7. Les chefs d'Etat et de gouvernement exhortent tous les acteurs politiques à ne recourir qu'aux voies et moyens légaux pour manifester leurs contestations.

8. Les chefs d'Etat et de gouvernement condamnent les exactions et les assassinats commis sur le personnel civil, humanitaire et Casques bleus des Nations unies et demandent que la justice soit rendue.

9. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont encouragé son Excellence Faustin Archange Touadéra, président de la République centrafricaine, à poursuivre ses efforts dans une gouvernance de dialogue conformément à sa déclaration à la Nation du 18 janvier 2021.

10. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont

renouvelé leur engagement à privilégier le dialogue et la concertation permanente entre les acteurs politiques et la société civile centrafricaine en vue de sortir leur pays de la crise actuelle, conformément aux recommandations du Sommet extraordinaire de la CEEAC, tenu à Brazzaville le 26 décembre 2020.

11. Le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement donne mandat aux présidents en exercice de la CEEAC et de la CIRGL, d'entreprendre les démarches nécessaires auprès du Conseil de sécurité de l'ONU pour la levée de l'embargo sur les armes.

12. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé d'organiser un deuxième Mini-Sommet à Luanda, dans dix jours.

13. Le Mini-Sommet de Luanda entre les six Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CIRGL s'est déroulé dans une atmosphère de fraternité et de parfaite compréhension.

14. Les chefs d'Etat et de gouvernement présents ont remercié son Excellence João Manuel Gonçalves Lourenço, président de la République d'Angola et président en exercice de la CIRGL, pour l'accueil et l'hospitalité fraternels, ainsi que pour leur disponibilité et leur engagement dans le processus de réconciliation et dans la recherche d'une solution pacifique à la résolution du conflit en République centrafricaine.

Fait à Luanda, le 29 janvier 2021.-



NDZELA NA BISO, NDZILA NA BETO  
Notre Route

Brazzaville, le 25 janvier 2021

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Afin de mieux vous servir, LCR (La Congolaise des Routes), société concessionnaire qui assure la gestion de la RN1 (Route Nationale 1), informe le public et les usagers du démarrage des premiers grands travaux sur son réseau routier à compter du 25 janvier 2021. Ces travaux permettront à tous de continuer à bénéficier d'une route de qualité pour de nombreuses années.

Cette première campagne de travaux, se déroulera durant le mois de février dans le secteur de Mayama dans le sens de Pointe-Noire vers Brazzaville.

Il s'agit de travaux de reprise de la couche de roulement qui nécessitent la mise en place de voies de basculement.

À cet effet, il est demandé aux usagers la plus grande prudence et une vigilance renforcée, de jour comme de nuit, à l'approche des zones de travaux.

LCR, invite les usagers à réduire leur vitesse, à respecter la signalisation mise en place et les consignes dispensées par les travailleurs de La Congolaise des Routes.

Pour la sécurité de tous, prudence et vigilance sur la RN1. Bonne route !

Pour plus d'infos, contactez-nous :



10 10



La Congolaise des Routes



[www.lacongolaisedesroutes.cg](http://www.lacongolaisedesroutes.cg)



## CNSS

# Plus de 71 milliards FCFA pour son fonctionnement

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a adopté, le 29 janvier, son budget exercice 2021 en recettes et en dépenses à la somme de 71 338 244 638 francs CFA, au cours d'une session du conseil d'administration présidée par Christian Barros.

Ce budget est en baisse de 2% par rapport à celui de l'année dernière, explique le communiqué final des travaux du conseil. Il prend en compte le paiement des prestations sociales au titre de l'année en cours, le fonctionnement et les investissements indispensables.

L'année dernière, le budget de la CNSS était de 72 794 127 182 francs CFA. La direction générale de cette caisse a défini des axes prioritaires à savoir la consolidation de la gouvernance, l'accroissement des ressources de l'organisation, la promotion de la sécurité sociale. La consolidation de la gouvernance vise l'optimisation de la gestion de l'organisme, l'amélioration du rendement et de la qualité des services rendus et la garantie de la viabilité



financière.

L'accroissement des ressources de l'organisation s'appuie sur trois volets essentiels : la consolidation du dispositif du recouvrement par le renforcement de l'application de l'article du code de sécurité sociale, le renforcement des capacités des acteurs du recouvrement

et l'exploitation des autres moyens de ressourcement.

Par contre la promotion de la sécurité sociale vise à étendre la couverture sociale aux populations actives non encore couvertes et la promotion du bien-être des assurés et de leurs ayants droit.

Le conseil d'administration

Des administrateurs de la CNSS (Adiac)

a également adopté le procès-verbal de la session budgétaire du 29 janvier 2020 et examiné le rapport d'activité 2020 de la CNSS. Il a de même approuvé le plan d'action et le budget 2021.

Sur le rapport d'activité 2020, présenté par le directeur général de la CNSS, Evariste Ondon-

go, le conseil a été informé de la baisse des cotisations sociales et de l'irrégularité dans le paiement des prestations sociales.

Le président du conseil d'administration, Christian Barros a demandé à la direction générale de la CNSS de renforcer les capacités afin de relever les défis de la structure. « La situation socioéconomique exige à plus de courage, patriotisme et de solidarité. La CNSS réalisera ses prouesses que si les entreprises publiques, privées et bien d'autres sociétés s'acquittent des cotisations sociales », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « La CNSS se lancerait de moins en moins dans la construction car, notre combat est de trouver l'argent pour les pensionnés ».

Lydie Gisèle Oko

## DROITS DE L'HOMME

## Le Congo crée un centre de documentation

La plateforme de monitoring des droits de l'homme au Congo a été lancée le 28 janvier à Brazzaville par le président de la Commission nationale des droits de l'homme (Cndh), Valère Eteka-Yemet, à l'occasion d'un séminaire organisé avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

Le centre se chargera, entre autres, de documenter et de diffuser les matériels sur les droits de l'homme, de former les documentalistes, bibliothécaires et archivistes.

« La mise en œuvre des recommandations de l'examen périodique universelle devant se poursuivre, les produits escomptés du plan pays réalisés pour l'application de la lettre d'accord du 19 juin 2020, suscite de nouveaux besoins. Je compte sur la disponibilité du Pnud à promouvoir et développer une coopération exemplaire », a indiqué Valère Eteka-Yemet.

Organisé à l'intention des points focaux, l'atelier permettra aux participants de mettre en œuvre les recommandations de l'Examen périodique universel (Epu), de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et des autres mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme.

« En novembre 2018, suite au passage à l'Epu près de cent quatre-vingt-quatorze recommandations ont été faites. Il est donc nécessaire d'accompagner le pays dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations pour contribuer à la préparer à la prochaine revue à mi-parcours de la mise en œuvre des recommandations de l'Epu prévue en mai 2021 ... », a signifié Emma Ngouan-Anoh, représentante résidente adjointe du Pnud au Congo.

Signalons que les droits de l'homme sont les droits inaliénables de tous les êtres humains, sans distinction aucune, notamment de race, de sexe, de nationalité, d'origine ethnique, de langue, de religion ou de toute autre situation. Ils incluent le droit à la vie et à la liberté.

L'Epu est un processus unique en son genre. Il consiste à passer en revue les réalisations de l'ensemble des Etats membres de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Il s'agit d'un processus mené par les Etats, sous les auspices du Conseil des droits de l'homme.

Fortuné Ibara

## LEKOUMOU

## 1444 autochtones bénéficiaires de l'allocation covid-19

Les ménages vulnérables et pauvres, constitués des autochtones doivent patienter, le temps que les derniers réglages sur leurs actes administratifs soient faits avant la perception de l'allocation d'urgence.



Des bénéficiaires de l'allocation covid-19 à Sibiti

Parmi les 4895 ménages vulnérables et pauvres jugés éligibles pour percevoir l'allocation covid-19, dans le département de la Lekoumou, figurent des autochtones. Ils sont 1444 et sont placés sur la liste des plaintes, le temps de résoudre leurs problèmes, a expliqué la ministre des Affaires sociales et de l'Action humani-

taire, Antoinette Dinga-Dzondo, lors du lancement des paiements, le 28 janvier à Sibiti.

Pour percevoir cette allocation, en effet, il faut disposer d'une pièce d'identité, d'un acte de naissance ou d'un autre document attestant l'identité de l'ayant droit. Plusieurs autochtones ne disposent d'aucun document d'état civil,

voire les téléphones, puisque le paiement se fait par voie électronique. « Nous sommes en train de travailler pour tout mettre en œuvre, afin que les autochtones perçoivent leurs allocations dans les délais raisonnables », a expliqué le coordonnateur du projet Lisungi, Alfred Constant Kiakouama.

Sur 4 895 ménages vulnérables et pauvres éligibles, 2925 sont dans le circuit de paiement immédiat. Ce sont donc ceux-là qui seront reçus en ce net moment. Les 1444 autochtones, pris en compte, doivent prendre leur mal en patience.

Rominique Makaya

**« Nous sommes en train de travailler pour tout mettre en œuvre, afin que les autochtones perçoivent leurs allocations dans les délais raisonnables »**



## AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SERVICES DE CONSULTANTS-FIRMES)

MINISTÈRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE, DE L'INTEGRATION REGIONALE,  
DES TRANSPORTS, DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA MARINE MARCHANDE

Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance sectorielle Forêt-Bois (PACIGOF)  
AMI N° 004 /MPSIRTACMM/UCP-PACIGOF 2020



Secteur : Gouvernance économique et Réformes financières  
Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000130013732  
N° d'identification du Projet : P-CG-KZO-001

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement du Fonds Africain de Développement pour couvrir le coût du Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance sectorielle Forêt-Bois « PACIGOF », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat : « Recrutement d'un cabinet de consultants chargé de réaliser l'Audit administratif, financier et comptable du projet PACIGOF, exercices 2020, 2021 et 2022 clôture ».

2. Les objectifs généraux de la mission d'audit des états financiers du PACIGOF pour chaque exercice sont les suivants: (i) obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas dans l'ensemble d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à des fraudes ou à des erreurs, permettant ainsi à l'auditeur d'exprimer une opinion sur le fait que les états financiers ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel d'information financière en vigueur, et (ii) établir un rapport sur les états financiers et le communiquer comme l'exigent les normes internationales, en se basant sur ses conclusions. La durée de la mission pour chaque exercice est d'un (01) mois.

3. La Cellule d'Exécution du Projet (CEP), invite les Consultants (firmes) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations susmentionnées (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions semblables, disponibilité de personnel qualifié et expérimenté, etc.). Les consultants peuvent s'associer pour augmenter leurs chances de qualification.

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure

de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'Utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

5. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (Termes de références notamment) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture des bureaux suivantes : 08 heures 00 à 16 heures 00 (heure locale TU+ 1) du lundi au vendredi.

6. Les expressions d'intérêt rédigées en français doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 08 février 2021 à 12 h 00, (heure locale TU+ 1) et portées expressément la mention suivante : « AVIS À MANIFESTATION N°004/MPSIRTACMM/UCP-PACIGOF 2020-RECRUTEMENT D'UN CABINET DE CONSULTANTS CHARGÉ DE REALISER L'AUDIT ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMPTABLE DU PACIGOF, EXERCICES 2020, 2021 ET 2022 CLOTURE ».

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est la suivante :

Unité de Coordination du PACIGOF

A l'attention de: Monsieur Benoît NGAYOU, Coordonnateur du Projet PACIGOF  
Rue Duplex N° 12, secteur de l'hôpital Blanche Gomez Brazzaville-Congo  
Téléphones: (242) 06 612 76 84 / 04 464 31 31 / 05 513 60 43;  
E-mail : [pacigofcongo@gmail.com](mailto:pacigofcongo@gmail.com), [pat.2016.otonghos@gmail.com](mailto:pat.2016.otonghos@gmail.com)

Fait à Brazzaville, le 25 janvier 2021  
Le Coordonnateur du PACIGOF  
Benoît NGAYOU



### AVIS DE RECRUTEMENT

Poste : Assistant de communication (H/F) – WCS Congo – poste national – Ouesso

Lieu de travail : Ouesso

Manager : Communications officer basé à Brazzaville

Déplacements réguliers : sur nos sites d'intervention (30% du temps de travail)

à Brazzaville (20% du temps de travail)

Durée du contrat : 1 an renouvelable

Principales activités :

La liste est non exhaustive et évoluera en fonction des priorités identifiées par la suite :

•Créer les supports de communications exigés par les différents projets et par la direction, en collaboration avec les communications officer (posters, brochures, t-shirts, etc.).

•Appuyer le département logistique pour garantir l'impression de ces différents supports dans le respect des dates butoirs et en s'assurant de la qualité des impressions.

•Assurer une veille informationnelle de tous les projets en cours pour identifier de potentiels sujets et événements à couvrir.

•Aider à la production d'articles, photos, vidéos, interviews, portraits, etc.

•Créer et entretenir de bonnes relations avec la presse, aider à la production d'articles et de reportages, notamment dans les médias nationaux.

•Participer à la création de posts pour nos réseaux sociaux (Facebook, Instagram et Twitter)

•Appuyer la production des newsletters et des produits de communication interne.

•Réorganiser les archives photographiques.

•Appuyer la refonte et mise-à-jour du site internet du programme.

•Mettre-à-jour régulièrement les outils de suivi et d'évaluation des performances en communication. Produire un rapport d'activité mensuel.

•Profil recherché ;

•Être habitué à travailler dans le respect d'une stratégie de communication établie et en sui-

vant les branding guidelines imposées par nos partenaires.

•Être très organisé, savoir travailler dans le respect des dates butoirs et en planifiant efficacement ses activités.

•Être titulaire d'un diplôme (bac+2 minimum) en journalisme, communication, production audiovisuelle ou graphique, ou toute autre matière connexe.

•Avoir au moins 1 an d'expérience professionnelle dans un domaine pertinent.

•Avoir une connaissance basique de la photographie est nécessaire.

•Une connaissance avancée de la photographie est un avantage.

•Une connaissance basique de la vidéographie est un atout majeur. Merci de joindre à votre candidature un lien vers votre portfolio pour appuyer votre dossier.

•Avoir de l'expérience en matière de relation avec la presse est un atout majeur.

•Avoir de l'expérience en matière de design et de mise en page est un atout majeur.

•Une bonne connaissance de l'informatique est essentielle. Une maîtrise de Pack Office est nécessaire. Une connaissance basique de Adobe Creative Cloud est un atout majeur (merci de préciser quel logiciel dans ce cas : Id, Ai, LrC, Pr, Ps).

•La langue de travail est le français, la maîtrise de l'anglais est un atout majeur, toute autre langue est un avantage.

•Des connaissances dans le domaine de la conservation seraient un atout.

•Une forte volonté d'apprendre est essentielle.

Envoyer CV + lettre de motivation à [wcscongo@wcs.org](mailto:wcscongo@wcs.org) avant le 15/02/2021, ainsi que toute autre pièce jugée utile. Merci de limiter CV et lettre de motivation à une page.

### RESIDENCE ARCHANGE A POINTE-NOIRE

Location des chambres équipées et climatisées avec un point cuisine

A partir de 13 500 francs Cfa la nuitée

+ petit-déjeuner au reveil.

Quartier Siafoumounon loin de la clinique Dr Mongo

Contact : +242 06 591 20 65

Whatsapp: 0041 794 256 732

E-mail : [mesmin.tambika@hispeed.ch](mailto:mesmin.tambika@hispeed.ch)

Site web : [residencearchange.jimdo.com](http://residencearchange.jimdo.com)



UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT

[regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)

## DISTINCTION

## Todd Haskell commandeur dans l'ordre du mérite congolais

Arrivé au terme de sa mission diplomatique en République du Congo, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique Todd Haskell a été élevé dans l'ordre du mérite congolais au grade de commandeur par le président de la République Denis Sassou N'Guesso.

Les insignes de cette distinction lui ont été remis le 28 janvier à Brazzaville au cours d'une cérémonie patronnée par le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, assurant l'intérim du ministre des Affaires étrangères.

« Je souhaiterais premièrement remercier le chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso qui a décidé de m'accorder cette distinction, marquant la fin de mon séjour diplomatique dans ce beau pays. Je remercie aussi le Premier ministre Clément Mouamba et tous les membres du gouvernement », a déclaré Todd Haskell avant de signifier qu'il était venu au Congo avec un seul objectif, notamment reconstruire la relation entre les deux pays. La mission étant accomplie il se prépare à partir avec une grande satisfaction et une profonde reconnaissance pour le Congo. Car, le partenariat entre les Etats-Unis et le



L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique Todd Haskell

Congo est devenu plus fort qu'il ne l'a jamais été, a-t-il estimé. Selon le diplomate américain, les Etats-Unis et le Congo par-

tagent les mêmes intérêts, en particulier le désir commun de paix et de stabilité régionale. Les Etats-Unis ont résolu de

soutenir le président de la République du Congo, en travaillant avec son gouvernement pour fournir des ressources

nécessaires afin de mettre en œuvre un certain nombre de projets.

« J'apprécie la sagesse et le courage du président congolais d'utiliser sa stature et son expérience pour promouvoir la paix sur le continent africain. Cela fait de nos deux pays des partenaires naturels. D'autant plus, pendant mon séjour au Congo nous avons travaillé sur les mêmes objectifs en République démocratique du Congo, en Libye et en République centrafricaine. Le Congo nous a beaucoup aidés », a dit l'ambassadeur américain.

Pour Todd Haskell, l'avenir du Congo repose sur les jeunes. D'où son idée de créer au Congo plusieurs clubs d'apprentissage de la langue anglaise. Car, dit-il, les jeunes congolais sont remplis d'ambition, de talents et surtout d'intelligence. « Je suis convaincu de l'avenir prometteur de ce pays », a conclu l'ambassadeur des Etats-Unis.

Rock Ngassakys

## OPÉRATION BARKHANE

## Quel sera l'engagement du Pentagone au Sahel?

La ministre française des Armées a Florence Parly s'est entretenue avec son homologue américain Lloyd Austin, 67 ans, premier Afro-américain à occuper ce poste, sur la situation au Sahel.

Lors de l'entretien entre Florence Parly et Lloyd Austin, a été évoqué entre autres, le soutien américain à l'opération contre le djihadisme au Sahel. Lloyd Austin n'a pas pris d'engagement sur le soutien des Etats-Unis dans la région. « Le ministre américain de la Défense a discuté avec Florence Parly de la sécurité et la stabilité en Afrique, du besoin d'une vigilance permanente face au terrorisme et à la pandémie » de Covid-19, a déclaré John Kirby, le porte-parole du Pentagone. Lors de sa nomination au Penta-

« le ministre n'a pris aucun engagement dans un sens ou dans un autre, mais il a évidemment exprimé sa reconnaissance pour le travail que la France accomplit en termes de lutte de contre le terrorisme », a ajouté John Kirby au cours d'un point de presse. Les échanges ont porté également sur la situation en Irak, en Afghanistan, au Moyen-Orient en général, selon le porte-parole, soulignant qu'une semaine à peine après son arrivée à la tête du Pentagone, Lloyd Austin voulait « examiner l'ensemble de la posture mili-

il y a un an, que Washington entendait réduire sa présence en Afrique, prenant de court Paris. Quelque 100 000 soldats français ont servi tour à tour au Sahel depuis 2013. « Leurs succès militaires, remarquables, ont été durement obtenus, toujours par leur sueur, parfois par leur sang. Ces efforts et ces sacrifices méritent plus d'égards qu'une phrase rituelle au début de chaque débat audiovisuel sur l'issue de l'opération Barkhane », a souligné le colonel Raphaël Bernard, représentant du commandant de la force Barkhane à Gao.

« La fin de l'année 2020 a rappelé à l'opinion publique toute l'apreté de la guerre que les soldats français poursuivent au Sahel depuis huit ans. L'émotion légitime face à nos cinq soldats tombés si loin, l'incrédulité devant les objectifs politiques et sécuritaires de cet engagement et le jeu d'opposition politique ne doivent pas aboutir au raccourci qu'un retrait rapide des troupes françaises est nécessaire sous prétexte que l'action militaire aurait failli. Car le terrain infirme cette analyse. Trop méconnus dans leur cohérence d'ensemble, les résultats de «Serval» (2013-2014) puis de «Barkhane» (2014 à aujourd'hui) sont bien probants », a-t-il rappelé.

Noël Ndong

## AFRIQUE DE L'OUEST-TÉLÉCOM

## Mise en place d'un réseau commun de fibre optique

Huit pays d'Afrique de l'ouest viennent de mettre en place leur premier réseau commun de fibre optique terrestre.

Sur un bassin de 330 millions d'habitants, l'opérateur Télécom Orange a lancé un réseau de fibre optique terrestre reliant 8 pays de la région (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Liberia, Mali, Nigeria et Sénégal). C'est une première. L'Afrique de l'ouest était à la traîne en matière de réseau de fibre optique terrestre, par rapport à l'Afrique de l'est et l'Afrique australe. Baptisé Djolibaba, du nom du fleuve Niger, ce premier réseau ouest-africain associe 10 000 km de câbles sous-marins pour relier l'Afrique de l'ouest aux autres continents et 10 000 km de câbles terrestres pour assurer la communication.

Les réseaux de télécommunications de la région étaient construits à l'intérieur de chaque pays, et sans réseau transfrontalier. C'est donc un puissant facteur d'intégration économique de la sous-région, qu'offre Télécom Orange, tout en accélérant la connectivité avec le reste du monde à très haut débit. La bande passante surmultipliée par la fibre optique sera utilisée par les particuliers et les entreprises de la région, et commercialisée à d'autres opérateurs, des fournisseurs d'accès internet, et des producteurs de contenus, comme les chaînes de télévision. « Avec Djolibaba, les populations locales vont pouvoir accéder encore plus facilement à des services de santé ou d'éducation, ainsi qu'aux usages offerts par le cloud computing », soulignait Alioune Ndiaye, le directeur général d'Orange Middle East and Africa. « En Afrique, le nombre de personnes connectées n'est encore que de 350 millions sur 1,3 milliard d'habitants, mais ce chiffre progresse rapidement. Il est vingt fois plus élevé qu'il y a quinze ans, même si les inégalités demeurent importantes ».

La demande d'internet est très forte en Afrique, avec 50% d'augmentation de trafic chaque année. Des dizaines de milliers de kilomètres de câbles optiques courent déjà le long des côtes africaines (au fond de l'océan). Une fois arrivée sur terre, la donnée transportée doit aussi trouver un réseau de télécommunications efficace à l'intérieur du territoire. C'est souvent ce qui manque dans nombreux pays du continent.

N.Nd.

**« Leurs succès militaires, remarquables, ont été durement obtenus, toujours par leur sueur, parfois par leur sang. Ces efforts et ces sacrifices méritent plus d'égards qu'une phrase rituelle au début de chaque débat audiovisuel sur l'issue de l'opération Barkhane »**

gone, Lloyd Austin s'était engagé à faire de la pandémie de Covid-19 sa première priorité. Il avait indiqué aux élus qu'il avait l'intention de réexaminer les retraits des militaires d'Allemagne et de Somalie, voulus par le président sortant Donald Trump, mais il a soutenu le retrait d'Afghanistan. Concernant l'opération Barkhane,

taire (des Etats-Unis) dans le monde avant de prendre des décisions spécifiques ».

Le Pentagone fournit à Barkhane ses capacités de renseignement et de surveillance, du ravitaillement en vol et du transport logistique, pour un coût de 45 millions de dollars par an. L'administration de Donald Trump avait prévenu

## TRANSPORT AÉRIEN

## IATA milite pour un passeport vaccinal

Alors que l'Europe se barricade à nouveau et réintroduit les contrôles aux frontières pour lutter contre une nouvelle vague de contaminations, la pression ne cesse de monter sur les Etats pour accélérer l'adoption d'un passeport vaccinal.

Les pays dont les économies dépendent beaucoup du tourisme, à l'image de l'Espagne et de la Grèce - pour ne citer que ces deux -, militent en faveur d'une telle solution. Un passeport vaccinal va faciliter la gestion des vols et des contrôles aux frontières : les personnes vaccinées pourront ainsi voyager sans restriction ni contrôle, ni quarantaine à l'arrivée. Les voyageurs retrouveront la confiance et les activités de voyages et de tourisme reprendront après plusieurs mois d'arrêt.

## Les opposants au Passeport vaccinal

La France par exemple, est réticente à l'idée d'un passeport vaccinal. Elle estime « prématurée » sa mise en place, dans la mesure où l'opération de vaccination n'est qu'à ses débuts. Elle pense qu'à ce stade, l'introduction d'un passeport vaccinal pourrait être

perçue comme une façon de rendre le vaccin obligatoire, ce qui risque de mécontenter les populations. L'introduction d'un passeport vaccinal ferait également la possibilité de voyager à des milliards de personnes vivant dans les pays où la vaccination n'a pas encore démarré, estiment, par ailleurs, les opposés à cette formule. Quant aux partisans du passeport vaccinal, ils viennent de bénéficier d'un soutien de taille. L'Association internationale du transport aérien (IATA), qui regroupe près de 300 compagnies aériennes à travers le monde, vient de lancer un appel à l'Union européenne afin d'adopter le passeport vaccinal. L'objectif est de faciliter la reprise des voyages sans obligation de test de dépistage ou de quarantaine.

## IATA plaide pour le passeport vaccinal

Le directeur général de l'IATA, Alexandre de Juniac appelle à soutenir l'initiative du Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis. Ce dernier estime « urgent d'adopter un accord commun sur la manière dont un certificat de vaccination devrait être structuré de manière à être accepté dans tous les États membres ».

Pour Alexandre de Juniac, « la vaccination est une clé fondamentale pour rouvrir en toute sécurité les frontières et stimuler la reprise économique. Un certificat de vaccination paneuropéen mutuellement reconnu serait une étape essentielle pour donner aux gouvernements la confiance nécessaire pour ouvrir leurs frontières en toute sécurité, et aux passagers la confiance de prendre l'avion sans la barrière de la quarantaine ».

Noël Ndong

## CONSEIL PRÉSIDENTIEL POUR L'AFRIQUE

## Tour de France pour l'entrepreneuriat de la diversité et des diasporas

Initialement prévu le 17 décembre 2020, le Conseil présidentiel pour l'Afrique reprend son Tour de France pour l'entrepreneuriat de la diversité et des diasporas, dont ce sera la dernière étape.

France. Vendredi 5 février, après les événements de Bordeaux, Lyon et Marseille, le Conseil présidentiel pour l'Afrique tiendra sa 4<sup>ème</sup> conférence-débat sur l'entrepreneuriat de la diversité et des diasporas. Cette édition permettra de présenter les recommandations qui seront remises à l'Élysée pour soutenir les entrepreneurs. Les organisateurs prévoient des annonces fortes qui seront faites par l'AFD, BPI France, Business France et Expertise France en partenariat avec le collectif Africa 50.

L'événement sera diffusé en ligne via les pages des organisateurs : LinkedIn, Twitter et Facebook. Ces travaux pourront être suivis et susciter des réactions en partage par le lien #OuvronsLeDébat. Fondé par le président Emmanuel Macron, le Conseil présidentiel pour l'Afrique réunit des personnalités et des membres de la société civile dans le but d'éclairer le gouvernement sur les enjeux de la relation entre la France et l'Afrique. Parmi ses 11 membres figure Florelle Manda, française d'origine congolaise et sénégalaise, journaliste et présentatrice.

Informations pratiques :

L'inscription est gratuite

Lieu : événement diffusé en ligne

Lien de diffusion à venir

Date : Le 5 février à 14h

Contact : [evenements@cpafrique.fr](mailto:evenements@cpafrique.fr)

Marie-Alfred Ngoma

## NÉCROLOGIE



Dzangué Gabrielle, Mme Dihoulou né Dzangué Obandza Rosane, les enfants Dzangué et la famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père, oncle, et grand-père Dzangué Obandza Guillaume, survenu le mercredi 20 janvier 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 22, rue Dzangué vers Comus quartier Cité des 17.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

## IN MEMORIAM

2 février 2014 - 2 février 2021, voilà 7 ans qu'il a plu à Dieu de rappeler à lui, sa Bergère : Thérèse Ngombi-Nombo, épouse Majep Pobama. A ce douloureux et triste anniversaire, nous prions à ceux qui l'ont connue et estimée d'avoir une pensée pieuse elle. Aussi longtemps que nous vivrons, Maman Thétée continuera à vivre dans nos cœurs. Une intention de prière a été dite dimanche, 31 janvier 2021 à la messe de 6 h 30 en la Basilique Christ Roi de Loandjili Pointe-Noire. Paix à son âme.



Mme Ombandza née Okouo Arlette Carole

1<sup>er</sup> février 2016 - 1<sup>er</sup> février 2021  
Cinq ans déjà que tu nous quittais. Inoubliable tu resteras dans nos cœurs, tu nous manques maman et très chères épouses. Repose en paix  
Tes enfants, ton époux et toute la famille Ombandza.



1<sup>er</sup> février 2019 - 1<sup>er</sup> février 2021,  
Deux ans déjà que l'Eternel a rappelé à lui notre soeur aînée, mère et fille, Lydie Sylvie Patricia Youdi. Que tous ceux qui l'ont connue aient une pensée pieuse en sa mémoire. Nous ne t'oublierons pas. Lydie repose en paix.



Le Vice-amiral Jean Dominique Okemba remercie fraternellement tous ceux qui ont manifesté leur compassion à sa famille en raison de la disparition de sa sœur-cadette Okemba Niatsini Emilienne. Par ailleurs, il informe parents, amis et connaissances, que la veillée organisée au 62, rue Foura à Talangai est momentanément suspendue à partir de ce vendredi 29 janvier 2021, en attendant le rapatriement de la dépouille mortelle.



## LITTÉRATURE

## Bersol Exaucé Ngambili Ibam signe son premier ouvrage

Intitulé « Denis Sassou N'Guesso, artisan de la gouvernance intergénérationnelle », l'ouvrage a été présenté au grand public le 29 janvier à Brazzaville. A travers cet essai, publié au cours de ce mois aux éditions L'Harmattan Congo, l'auteur fait découvrir au lectorat, par le biais des faits et événements, l'instauration et le renforcement de cette quintessence à laquelle se frottent les jeunes, grâce aux efforts du chef de l'Etat congolais.

La cérémonie de présentation-dédicace du livre, « Denis Sassou N'Guesso, artisan de la gouvernance intergénérationnelle » de Bersol Exaucé Ngambili Ibam, a réuni un parterre d'hommes et femmes de lettres, ainsi que quelques membres du gouvernement et la jeunesse, maillon essentiel dans la naissance de cet ouvrage de 111 pages.

Préfacé par Anatole Collinet Makosso, ancien ministre de la Jeunesse et actuellement en charge de l'Education et de l'Alphabétisation, puis postfacé par Denis Christel Sassou N'Guesso, député et président de la fondation Perspectives d'avenir; ce recueil est une reconnaissance des valeurs, efforts et bienfaits de Denis Sassou N'Guesso pour l'inclusion de la jeunesse dans différentes sphères de décisions. Dans sa préface, il est écrit, « Le Congo, à l'initiative du président de la République, figure parmi les pays qui consacrent la gouvernance intergénérationnelle dans la Constitution. Par ce biais, le constituant congolais reconnaît que la jeunesse, qui représente de nos jours plus de 70% de la population, a besoin d'être entendue et occuper la place qui



Bersol Exaucé Ngambili Ibam lors de la dédicace du livre *Adiac*

est la sienne dans la société ».

Une introduction, trois chapitres et une conclusion subdivisent l'ouvrage, dont la présentation a été faite par l'auteur lui-même et le directeur des éditions L'Harmattan-Congo, Jackson Mackiozy. La critique, quant à elle, a été livrée au public par l'écrivain congolais Saucé-Gérard Ngoma Malanda.

Le premier chapitre, très bref et précis porte sur l'édification de la gouvernance intergénérationnelle au Congo. Il relate succinctement le parcours de l'auteur à différents postes d'organes continentaux servant d'interface entre les jeunes et les pouvoirs publics. « Pendant que nous luttons pour la défense des intérêts de

la jeunesse, j'ai pu remarquer comment le président Denis Sassou N'Guesso a fait de celle-ci sa priorité, en promouvant la gouvernance intergénérationnelle, tant au niveau national qu'international », a déclaré Bersol Exaucé Ngambili Ibam.

Le deuxième chapitre, un peu plus épais, condense en dix pages l'engagement du président de la République pour la gouvernance intergénérationnelle au niveau international. A ce niveau, ce sont quelques exemples palpables de cette vision qui sont mis en exergue. Ainsi, cet engagement s'est notamment matérialisé par la création du conseil national de la jeunesse, la tenue du dialogue intergénérationnel de Kintélé, le conseil consultatif de la jeunesse, la représentativité des jeunes dans les sphères de prise de décisions. Quant au dernier, le plus long de tous, il partage une série de témoignages des jeunes sur ce qu'ils retiennent de l'action du chef de l'Etat en faveur de la jeunesse. Chaque contributeur a choisi son angle d'analyse, allant de l'éducation à l'entrepreneuriat, la culture, la politique, en passant par la responsabilisation de la jeunesse et sa mise en confiance. « A chaque

génération sa mission. Le président Sassou N'Guesso continue d'apporter au Congo ce qu'il a et de réaliser sa mission. Il en va aussi de nous, jeunes, d'incarner cette dynamique. Plusieurs choses ont été faites et beaucoup reste tout aussi à faire. A nous de prendre en retour ce combat à bras le corps et de continuer dans cette direction », a déclaré Reince Trésor Gandou, dont le témoignage portait sur le secteur éducatif.

La phase des questions-réponses a confronté l'auteur à un public aguerri et éveillé qui a salué, avant tout, le fond et la forme de ce livre. Au nombre des recommandations faites figure notamment l'écriture de la suite de cet ouvrage en plusieurs tomes. Aussi, soucieuse de son avenir, la jeunesse a lancé l'appel de voir se matérialiser davantage la volonté de la gouvernance intergénérationnelle au Congo. Elu député en 2017 dans la deuxième circonscription de l'arrondissement 9 Djiri, à Brazzaville, Bersol Exaucé Ngambili Ibam est membre du bureau politique du Parti congolais du travail et ancien président du conseil national de la jeunesse.

Merveille Atipo

## PRIX LITTÉRAIRE

## La première édition du « You've » ouverte à tous les auteurs francophones

L'appel à manuscrit pour la première édition du prix littéraire « You've » est ouvert jusqu'au 4 mars. Au départ réservé à quatre pays, ce prix va s'étendre à tous les auteurs de langue française partout dans le monde.

Lancé depuis le 13 janvier par les éditions « Mikanda », le prix littéraire « You've » concerne uniquement deux genres, le roman et la poésie. L'édition inaugurale est dénommée « You've », en référence à la forme fléchie du verbe avoir en anglais, conjugué à la deuxième personne du présent de l'indicatif et se traduit par « Tu as ».

Selon les organisateurs, ce substantif signifie que tout le monde a la capacité et le talent d'écrire, ainsi que la possibilité de gagner un prix littéraire. « L'objectif est de mettre en place un prix littéraire qui soit, non seulement une récompense, mais aussi un symbole d'encouragement des auteurs francophones, surtout les jeunes auteurs et autrices dévoués à l'écriture des romans et de la poésie », a indiqué Joseph Kabeya, chargé des relations auteurs aux éditions Mikanda.

Après réception en ligne et examen des candidatures, le jury, composé d'auteurs congolais, burkinabès et français, va trancher sur les meilleurs manuscrits. Par ailleurs, les internautes sur les réseaux sociaux vont également voter parmi les vingt-cinq manuscrits qui leur seront proposés par le jury. Comme récompense, la maison de publication prévoit d'éditer les textes des lauréats, en plus de la récompense qu'elle a gardé secrète.

Notons que les éditions Mikanda sont une maison de publication qui existe depuis décembre 2019. Elle a été fondée par un groupe de trois professeurs d'université de la République démocratique du Congo, en collaboration avec d'autres écrivains. Elles promeuvent les œuvres francophones et celles qui sont écrites en langues nationales. Les éditions Mikanda publient les ouvrages à compte d'éditeur, précisément les auteurs ne payent pas pour se faire éditer parce que la maison d'édition prend en charge le coût de la publication et de la composition intégrale du livre. En février, les éditions Mikanda publieront leurs trois premiers ouvrages.

M.A.

## FRANCOPHONIE

## La franco-rwandaise Beata Umubyeyi Mairesse lauréate du Prix des cinq continents

Le Prix des cinq continents de la Francophonie a été décerné, le 27 janvier, à l'autrice franco-rwandaise Beata Umubyeyi Mairesse pour son roman « Tous tes enfants dispersés », a annoncé à l'AFP à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Les délibérations du jury devaient se tenir en décembre de l'année dernière mais avaient été repoussées en raison de la crise sanitaire liée au coronavirus.

Le roman, publié aux éditions Autrement raconte le parcours de Blanche, Rwandaise, qui vit à Bordeaux après avoir fui le génocide des Tutsi de 1994 et qui revient rendre visite après des années d'exil à sa mère.

« Ode aux mères persévérantes, à la transmission, à la pulsion de vie qui anime chacun d'entre nous, « Tous tes enfants dispersés » porte les voix de trois générations tentant de renouer des liens brisés et de trouver leur place dans le monde d'aujourd'hui », note l'éditeur.

« Ce premier roman fait preuve d'une sensibilité impressionnante et signe la naissance d'une voix importante », ajoute t-il.

Un prix spécial a par ailleurs été



continents».

Doté de 15.000 euros pour son vainqueur, il récompense chaque année un texte de fiction narratif (roman, récit et recueil de nouvelles) original d'expression française.

Beata Umubyeyi Mairesse succède à Gilles Jobidon pour son roman *Le Tranquille* affligé aux éditions Leméac. Son prix sera remis à Paris, au siège de l'OIF, dans le courant du mois de mars, en marge de la Journée internationale de la Francophonie, le 20 mars 2021.

De grands noms de la littérature francophone comme le Congolais Alain Mabanckou (2005) ou le franco-algérien Kamel Daoud (2014) figurent au palmarès de ce prix. L'Association Culture elongo (Brazzaville-Congo) est membre prenante des cinq comités de lecture en charge de la lecture de tous les ouvrages dont la candidature est recevable.

Marie Alfred Ngoma avec l'AFP

attribué au poète français Paul Kewczak pour son roman *Ténèbres* publié aux éditions La Peuplade.

Le Prix des cinq continents, créé par l'OIF en 2001, est décerné à des talents littéraires « reflétant l'expression de la diversité culturelle et éditoriale en langue française sur les cinq

## CHAN CAMEROUN 2021

## Les Diabes rouges quittent la compétition

L'équipe nationale du Congo des locaux a été éliminée en quarts de finale du Championnat d'Afrique des nations (Chan), le 30 janvier à Douala, par la formation malienne au terme d'un match âprement disputé (0-0 puis 4 tirs au but contre 5).

A l'édition 2018, ils étaient aussi éliminés à la même étape par la Libye. Certes écartés de la compétition, les Diabes rouges ne devraient pas faire l'objet des critiques acerbes, comme c'est souvent le cas à la suite des défaites de l'équipe nationale de football.

Les Congolais ont tout donné pendant cette rencontre du 30 janvier qui avait l'allure d'une finale. Débutant la rencontre avec une étiquette de non favori, l'équipe nationale a prouvé que le football est un jeu émouvant et toutes les équipes se valent sur le terrain. Animés par un sursaut d'orgueil et l'envie de jouer les demi-finales, les poulains de Barthélémy Ngatsono ont mis en difficulté leurs homologues du Mali.

Dès le coup d'envoi du match, les Congolais annonçaient déjà leur détermination comme lors de leur défaite, dans la phase des poules (0-1) face à la République démocratique du Congo, le match nul avec le Niger (1-1), puis la victoire devant la Libye (1-0). Le milieu de terrain du Congo qui bénéficiait de la fraîcheur de Prince Obongo à l'heure de jeu puis la défense,



Les Diabes rouges DR

conduite par le quatuor composé de Rozan, Ondongo, Nsenda et Mouandza ont contenu avec succès et technicité les assauts du Mali qui avait renforcé son attaque à quelques minutes de la fin du temps réglementaire.

Au terme des quatre-vingt-dix minutes, les deux équipes se sont neutralisées (0-0). Les trente minutes des prolongations n'ont rien changé malgré une forte pression de l'attaque malienne sur le gardien et capitaine congolais, Pavelh Ndzila. Le Congo a également entrepris certaines actions via Yann Mo-

kombo et Jaures Ngombé.

L'élimination du Congo a commencé à prendre forme après que son premier joueur Prince Moundza Mapata, a manqué son tir au but puis la rafale de réussite chez les cinq joueurs maliens. Les efforts de ses coéquipiers (Ondongo, Bingoula, Moukombo et Ndzila) n'ont rien changé. Score final : 4 tirs au but contre 5 pour le Mali.

Le rendez-vous est pris pour la prochaine édition du Chan, notamment avec les éliminatoires de l'édition 2022, en Algérie.

Rude Ngoma

## TRANSFERTS

## Prince Ibara se relance à la Berrichonne de Châteauroux

Prince Ibara va finir la saison en Ligue 2 : l'attaquant international congolais rejoint la Berrichonne de Châteauroux, actuelle lanterne rouge, où il prêté jusqu'en juin 2021.

Après le Gabon, l'Algérie, le Qatar, la Belgique et l'Azerbaïdjan, le grand (1m92) avant-centre va découvrir la France et sa Ligue 2. La Berrichonne de Châteauroux, 20e et dernière avec 14 petits points, tente le pari Ibara pour dynamiser son inoffensive attaque (18 buts en 21 matches) pour essayer d'arracher un très hypothétique maintien.



A Châteauroux, 3 victoires, pour 5 nuls et 13 défaites, le meilleur buteur s'appelle Rémi Mulumba, milieu défensif, avec 3 réalisations. Que ce soit Sunu (2 buts, 2 passes décisives), Boukari (1 but), Merdji (1) ou Keny (1 but et 1 passe), aucun élément ne s'est vraiment imposé au poste d'avant-centre dans les différents systèmes de jeu essayés (4-4-2 à quatre reprises, 4-2-3-1 à 9 reprises, 4-3-3 six fois ou même le 3-5-2).

Rappelons que La Berrichonne a été rachetée, la semaine dernière, par le milliardaire saoudien Abdullah Ben Mosaad, déjà propriétaire des clubs de Sheffield United (Angleterre), Kerala United (Inde), Al Hilal United (Émirats Arabes Unis) et du Beerschot Wilrijk, où Ibara est sous contrat jusqu'en juin 2023.

Homme de base du sélectionneur Valdo, Prince Ibara a désormais un mois et demi pour retrouver une forme physique et être en forme pour les 5e et 6e journées des éliminatoires de la CAN.

Ibara, dont les performances en club sont bien en-deçà de son apport en sélection depuis son arrivée en Europe (20 matches, dont 12 en Proximus Ligue, 7 en première division azérie et 1 en qualifications pour la Ligue Europa, 1 seul but, 2 passes décisives), peut en tous cas remercier son agent Youcef Boudjemai, de l'agence Sport Back, qui réalise un petit exploit en lui ouvrant les portes du club de l'Indre au cœur d'un marché des transferts totalement amorphe.

Camille Delourme

## BOXE

## Gaëtan Nkodia élu président de la fédération

L'ancien boxeur, Gaëtan Nkodia ainsi que d'autres membres du nouveau bureau exécutif de la Fédération congolaise de boxe (Fécoboxe) ont été, unanimement, choisis le 28 janvier à Brazzaville, pour conduire les destinées du noble art durant les quatre prochaines années.

En présence des représentants du ministère des Sports et de l'Éducation physique puis du Comité national olympique et sportif congolais, les délégués des clubs et des ligues venus des différents départements du Congo ont mis fin à l'incertitude qui a caractérisé la Fécoboxe au cours de la dernière olympiade.

Grâce à son projet de société intitulé « défis boxe », Gaëtan Nkodia s'est engagé à développer cette discipline au niveau national. Il souhaite, en effet,

mettre en place des équipes d'élite, instaurer la pratique de la boxe dans les écoles et universités. Le nouveau président de la fédération vise également la promotion de ce sport chez les femmes et les handicapés. Le volet formation occupe aussi une bonne partie du projet de développement sportif de Gaëtan Nkodia.

« Je suis heureux, mais je comprends, en même temps, la responsabilité qui nous incombe désormais car il



y a beaucoup de challenges. C'est le cri de cœur des boxeurs qui a facilité notre élection. Nous allons baser nos actions sur la relance des compétitions sur le plan

national. Et comptons sur l'apport de tous les acteurs de la boxe et de nos partenaires afin de concrétiser notre ambition », a indiqué le président élu.

Pour réaliser tous ces projets, le bureau exécutif de la Fécoboxe devra initier diverses sessions de formations au profit des acteurs de la boxe congolaise.

Outre Gaëtan Nkodia, les délégués ont aussi voté Bruno Ngouabi au poste de 1er vice-président et Guy Dominique Tsongo comme 3e vice-président. Herman Kaya, Elvis Gimar Ngombé Okoko, Obrele Moussavou et Frandonise Malonga Nzoumba évolueront dans ce bureau exécutif respectivement en qualité de secrétaire général, secrétaire général adjoint, trésorière générale puis trésorière générale adjointe. Les membres sont: Romuald Ekia et Vanessa Vouidibio, tandis que Brice Aymard Kihouoko, Peggy Odouranga et Florent Mboundou font partie du commissariat aux comptes.

R.Ng.

« Je suis heureux, mais je comprends, en même temps, la responsabilité qui nous incombe désormais car il y a beaucoup de challenges. C'est le cri de cœur des boxeurs qui a facilité notre élection. Nous allons baser nos actions sur la relance des compétitions sur le plan national. Et comptons sur l'apport de tous les acteurs de la boxe et de nos partenaires afin de concrétiser notre ambition »

## RDC

## Le CLC suggère la suppression des Assemblées provinciales et du CNSA

Pour cette structure, cette décision rentre dans le cadre de la trêve politique visant à prioriser les impératifs de lutte contre la pauvreté et la restauration de l'autorité de l'État ainsi qu' à la relance économique.

Le Comité laïc de coordination (CLC), qui salue l'arrivée de l'Union sacrée de la Nation prônée par le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, appelle la population congolaise à se ranger derrière le président de la République, « pour parachever le processus de l'alternance politique de 2018 par le dépassement des turpitudes électorales d'hier ». « L'heure est au rassemblement des intelligences et des valeurs républicaines autour d'un idéal, loin de tout triomphalisme ou du jeu politique traditionnel de positionnement et de repositionnement en fonction du vent qui tourne », a fait observer le CLC dans un communiqué du 29 janvier 2021.

Toutefois, après un constat amer des hostilités sur la scène politique, cette structure de la Société civile congolaise invite toutes les forces vives à signer une trêve politique couvrant cette période qui conduit aux échéances électorales de 2023. Le CLC appelle à la suppression du Conseil national de suivi de l'Accord de la St Sylvestre (CNSA) que dirige le président des Forces novatrices de l'union sacrée (Fonus), Olengankoy, ainsi que des Assemblées provinciales. « Pour prioriser les impératifs de lutte contre la précarité, il est indispensable de réduire le train de vie de l'Etat, notamment par la suspension à titre exceptionnel, de certaines institutions poli-

tiques dont le fonctionnement ne serait indispensable au cours de cette période, comme le CNSA et les Assemblées provinciales », note le CLC, qui indique que cette période devrait essentiellement se consacrer à la restauration de l'autorité de l'État et à la relance économique.

Dans l'entre-temps, le CLC plaide pour la mise en œuvre des réformes électorales telles que préconisées dans le Référentiel produit par la société civile.

### L'apport de tout Congolais pour surmonter les défis

Au regard de la situation que traverse le pays, le CLC a appelé à la création d'une situation pouvant permettre à l'initiateur

de l'Union sacrée à compter sur l'apport de tout Congolais pour surmonter les défis parmi lesquels les tueries récurrentes à Beni, la crise sanitaire due à la pandémie à coronavirus, et le désespoir social de la population congolaise. « L'urgence face à ces dossiers exige des autorités congolaises d'éviter de perdre du temps dans les affaires minimales », a fait savoir le CLC qui interpelle la classe politique congolaise à poser deux axes qu'il juge « responsables », dont « l'annulation de tous les accords préélectoraux et la signature d'une trêve politique pour la période qui les sépare des prochaines élections de 2023 ».

Le CLC exhorte, par ailleurs

et de manière anticipative, les membres du futur gouvernement à se concentrer essentiellement à apporter des résultats aux vrais problèmes de la population congolaise, en lieu et place de projeter de briguer des mandats politiques dans les années qui suivent. Etant donné, selon cette structure, il sera question, au cours de cette période, d'œuvrer pour la réforme des institutions de la RDC, tout en évaluant sans complaisance, la situation générale du pays depuis les Accords de Sun City, et de mettre en place les nouvelles réformes électorales, selon les modalités présentées par les structures de la société civile congolaise.

Lucien Dianzenza

## IDE MONDIAUX

## Une baisse de quarante-deux pour cent en 2020

Le rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) évoque une année sombre suite à la pandémie de Covid-19. Entre 2019 et 2020, les investissements directs étrangers ou IDE sont passés de 1 500 milliards de dollars américains à 859 milliards. Pour la RDC, l'organisation onusienne notait déjà en juin 2020 une diminution des flux de 9 %, à 1,5 milliard de dollars.

Les investissements directs étrangers sont en chute libre, indique la Cnuced dans son dernier rapport publié il y a quelques jours. La raison de ce déclin est principalement la crise mondiale engendrée par la pandémie de Covid-19. Si l'on estime la baisse à 42 % l'an dernier, la situation ne devrait pas s'améliorer cette année, au risque même de retarder toute reprise économique. « C'est le niveau le plus bas des 25 dernières années », constate le directeur de la division de l'investissement et des entreprises à la Cnuced, James Zhan. Il serait même de 30 % en dessous du niveau atteint lors de la crise financière internationale de 2009.

## Inégalités

La crise sanitaire se répercute différemment selon les régions du monde. Les flux financiers vers l'Europe par exemple ont diminué des deux tiers, passant de 373 milliards de dollars à 110 milliards de dollars, rapporte la Cnuced. Au moins 17 pays européens, dont l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche et la France, ont enregistré cette baisse. Paradoxalement, la Suède et l'Espagne semblent en avoir tiré profit, avec un doublement des investissements pour le premier pays et une hausse de plus de 50 % pour le second. Il faut signaler également une baisse de 49 % aux États-Unis d'Amérique, l'un des pays les plus frappés par la pandémie.

Par ailleurs, la même tendance baissière est signalée en Russie et dans les pays en développement. Toutefois, le recul a été assez faible dans le deuxième groupe, c'est-à-dire les pays en développement. Globalement, l'on parle de à peine - 12 % pour un montant estimé à 616 milliards. L'Inde (+ 13 % d'IDE) et la Chine (+ 4 % d'IDE) ont résisté à

la crise économique liée à la pandémie de Covid-19. Pour le reste, les flux d'investissements étaient également en baisse de l'ordre de - 37 % en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

L'on en vient maintenant à parler de l'Afrique qui a enregistré elle aussi une baisse de 18 %, à en croire le rapport de la Cnuced, soit 38 milliards de dollars en 2020 alors que les IDE s'établissaient à 46 milliards en 2019. « L'impact négatif de la pandémie sur les IDE a été amplifié par la faiblesse des prix et de la demande des matières premières », peut-on lire. Toutefois, comme pour l'Europe, le cas du Sénégal est cité en exemple pour la hausse de 39 % des flux d'entrée d'IDE en 2020. Le secteur énergétique sénégalais a permis au pays de mieux résister.

## Incertitude en 2021

La tendance baissière pourrait ainsi se consolider au cours de cette année en raison d'un risque de nouvel effondrement qui décalerait toute reprise durable en 2022. En effet, la Cnuced annonce des flux d'IDE faibles en 2021. L'agence onusienne estime la baisse dans la fourchette de - 5 % à - 10 % par rapport à l'année dernière. « Selon moi, le déclin des IDE mondiaux atteindra son point le plus bas en 2021, et la vraie reprise va démarrer en 2022 », poursuit Zhan. Pour l'heure, il continuera à se poser des problèmes au niveau de l'évolution de certains paramètres déterminants comme l'ampleur de la deuxième vague, le rythme de déploiement des programmes de vaccination et des mesures de soutien économique ainsi que la fragilité du cadre macro-économique. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

## KINSHASA

## Le gouverneur Ngobila réactive l'interdiction de la vente d'eau en sachet

La décision est concomitante avec celle qui interdit de jeter du plastique dans la rue.

Une note circulaire du gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, vient de réactiver le décret interdisant la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des sacs, sachets et autres emballages en plastique sur toute l'étendue du territoire national pris, il y a quelques années, par le Premier ministre Bruno Tshibala.

Dans l'optique de cette décision, l'autorité urbaine de la capitale congolaise vient de nouveau d'interdire l'utilisation de sachets en plastique pour la vente d'eau conditionnée. Elle prohibe également cette habitude acquise par des Congolais de jeter du plastique et ses dérivés sur la voie publique à Kinshasa. « Les services administratifs compétents des ministères de l'Environnement et de l'Industrie sont chargés de l'application sans faille de la présente », est-il recommandé dans ce document.

Le gouverneur Gentiny Ngobila promet également des sanctions pécuniaires et amendes, qui seront dorénavant appliquées aux producteurs, après que le délai de six mois du moratoire ait été dépassé. L'ancien Premier ministre, rappelle-t-on, avait signé, le 30 décembre 2017, ce décret interdisant la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des sacs, sachets, films et autres emballages en plastique pour la vente d'aliments, d'eau et de toute boisson sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo. A l'époque, un moratoire de six mois avait été accordé visant notamment à permettre aux opérateurs économiques d'écouler leurs stocks. Ce délai prenait fin le 30 juin 2018 et devrait entrer en vi-



gueur le 1er juillet 2018. En 2013, un autre édit du gouverneur de la ville-province interdisait déjà la vente d'eau conditionnée dans des emballages en sachets plastiques.

### Une vision implémentée par Kin Bopeto

La situation des emballages en plastique préoccupe au plus point l'autorité urbaine de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, qui, lors d'une réunion avec les autorités municipales, a échangé sur cette décision latente prise par son prédécesseur au sujet de l'utilisation du plastique comme emballage. « J'ai remarqué que le sachet est souvent utilisé comme emballage même pour des arachides, du pain... Bref, de beaucoup de produits alimentaires, alors qu'auparavant ils étaient vendus dans du papier. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui », avait fait observer le gouverneur, qui avait ainsi relevé ses inquiétudes

quant aux effets néfastes de ces habitudes sur l'environnement et la vie des Kininois et de tous les Congolais, car ces produits jetés à Kinshasa et dont les conséquences sur les cours d'eau et autres sites sont avérés, ont été charriés par les eaux de pluies jusque sur le fleuve Congo. C'est donc à l'issue de cette réunion que Gentiny Ngobila a officiellement déclaré la guerre au « roi sachet », réputé être la cause de tous les maux que connaît la capitale congolaise.

Le gouverneur avait annoncé, au cours de cette réunion, le renforcement des capacités des bourgmestres et chefs des quartiers, dans l'avenir, pour faire d'eux des officiers de police judiciaire à compétence restreinte. Ceci, en prélude de l'application des dispositions sur les pénalités ou amendes transactionnelles conformément aux édits sur la salubrité et les nuisances sonores.

L.D.

## CENTRAFRIQUE

## La CIRGL appelle les groupes rebelles à déposer les armes

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL) se sont réunis, le 29 janvier à Luanda, en Angola, pour débattre de la situation sécuritaire en République centrafricaine. Un pays en proie à une rébellion au lendemain de la réélection de Faustin-Archange Touadéra.

Le mini-sommet, organisé à l'initiative du président angolais et président en exercice de la CIRGL, João Manuel Gonçalves Lourenço, a réuni plusieurs chefs d'Etat de la sous-région, notamment : le Congolais Denis Sassou N'Guesso, président en exercice de la CEEAC, chargé de mener les consultations; le maréchal Idriss Déby Itno, président du Tchad et président en exercice du CEN-SAD, en tant qu'invité spécial. Sans oublier le Centrafricain, Faustin-Archange Touadéra.

Après avoir évoqué le danger que représente la menace pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la sous-région, et principalement pour les pays voisins de la RCA, les chefs d'Etat et de gouvernement ont fermement condamné « les velléités des groupes rebelles visant à accéder au pouvoir par la force. »

En outre, la CIRGL a noté une aggravation de la situation sécuritaire, consécutive à la persistance des actions militaires menées par ces rebelles, et les difficultés que les autorités légales éprouvent à assumer leurs missions légitimes de sécurité et

de protection, en raison de leurs obligations de se conformer aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU, prises en vertu de la résolution 2536 (2020).

A première vue, les chefs d'Etat et de gouvernement ont félicité Faustin-Archange Touadéra pour sa réélection à la suite du scrutin présidentiel du 27 décembre 2020 et l'ont encouragé à poursuivre le dialogue « global et inclusif avec toutes les forces vives de la nation ».

Par ailleurs, les dirigeants africains ont renouvelé leur engagement à privilégier les pourparlers et la concertation permanente entre les différents acteurs politiques et la société civile centrafricaine, en vue de sortir le pays de la crise actuelle, conformément aux recommandations du sommet extraordinaire de la CEEAC tenu à Brazzaville, le 26 décembre 2020. A cet égard, mission a été confiée au président en exercice de la CEEAC, Denis Sassou N'Guesso, de faire aboutir les consultations relatives à la désignation, « dans les brefs délais », d'un médiateur dans la crise centrafricaine.

Par la même occasion, la Com-

munauté internationale a été appelée à faire preuve de solidarité avec le peuple centrafricain, face à la crise sécuritaire qu'il traverse actuellement.

Le sommet a également donné mandat aux présidents en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la CIRGL, « d'entreprendre les démarches nécessaires auprès du Conseil de sécurité de l'ONU pour la levée de l'embargo sur les armes ».

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont exhorté la Commission de l'Union africaine à jouer pleinement son rôle, en collaboration avec la CEEAC et la CIRGL, afin de mettre en place des mécanismes de suivi garantissant « le plein respect par les parties de toutes les décisions et accords relatifs au processus du dialogue ».

Signalons que le sommet de Luanda a connu aussi la présence des représentants du Rwanda, du Soudan, du président de la Commission de la CEEAC, Gilberto da Piedade Verissimo, et de João Samuel Caholo, secrétaire exécutif de la CIRGL.

Yvette Reine Nzaba

## DISPARITION

## Hommage de la République à François Itoua

Un dernier hommage a été rendu à l'ancien directeur général de la télévision nationale, François Itoua, le 30 janvier 2021 en présence du président de la République avant sa mise en terre à Boundji, dans le département de la Cuvette.



Le président de la République rendant hommage à François Itoua

Né le 1<sup>er</sup> janvier 1932 à Boundji, François Itoua a fait carrière en journalisme de reporter au directeur général de la télévision nationale. Dans les années 50, il coanime « Le Carrefour des Jeunes », un grand mensuel de l'époque. Poursuivant son apprentissage du métier, il collabore comme reporter à ce qui était alors appelé le Poste national français de radiodiffusion, c'est-à-dire Radio Brazzaville. Admis au concours, organisé par les autorités françaises, François Itoua s'envole pour la métropole, afin de suivre une formation en journalisme. Revenu au pays, il commence sa carrière de journaliste reporter au sein de Radio Congo.

A l'indépendance, ce dernier est nommé rédacteur en chef de Radio Congo, succédant à Jean Malonga et devient alors le deuxième directeur général de Télé Congo, créée en novembre 1962. Trois ans plus tard, il quitte le Congo

pour rejoindre Londres et la BBC, radiotélévision britannique. François Itoua est rappelé au pays en 1970 par le gouvernement et est affecté comme conseiller au cabinet du Premier ministre, Alfred Raoul.

Considéré comme homme d'innovation par ses proches, il participe plus tard, avec Christian Gilbert Bembe et Jean Bruno Thiam, à la création de la presse présidentielle. Dans les années 1980, cet homme des médias connaît l'apogée de sa carrière professionnelle, en devenant le secrétaire général de l'Union des Radiodiffusions et Télévisions d'Afrique, organisme panafricain basé à Dakar. « François Itoua a fait partie de celles et ceux qui ont marqué l'histoire de l'information et de la communication au Congo », a déclaré le ministre de la Communication et des Médias, Thierry Mougalla, dans l'oraison funèbre.

Rominique Makaya

## RÉFLEXION

## Quelles priorités pour le président Joe Biden ?

Si il est trop tôt pour écrire que la présidence de Joe Biden verra s'apaiser les tensions dangereuses qui ont marqué celle de son prédécesseur, l'imprévisible Donald Trump, il ne l'est pas pour dire que les feux se mettent l'un après l'autre au vert sur la voie mondiale en raison de la prudence, de la sagesse, dont fait preuve le nouveau locataire du Bureau ovale de la Maison Blanche.

Certes, rien n'est encore joué sur la scène stratégique et le pire peut encore sortir des conflits plus ou moins larvés qui opposent les grandes puissances dans plusieurs régions du monde, mais le fait que les Etats-Unis aient annoncé ces derniers jours leur accord sur la prolongation pour cinq ans du Traité New Start conclu avec la Russie afin de limiter les armes nucléaires et leur

retour dans l'Accord de Paris sur la lutte contre le dérèglement climatique donne à penser, ou plutôt à espérer, que la sagesse va enfin l'emporter sur les illusions que génèrent ces dernières années la surpuissance quelque peu théorique de l'Oncle Sam.

Dans la liste des conflits et des incompréhensions que Joe Biden va devoir s'employer à prévenir et à corriger dès le début de son mandat présidentiel, il en est au moins cinq qui figurent en bonne place dans la préservation de la paix mondiale. Les voici résumées de façon certes très sommaire mais suffisamment claire pour affirmer le rôle pacifique que compte jouer le nouveau président américain sur la scène mondiale.

Faire en sorte que le Proche et le Moyen-Orient ne s'enflamment pas en raison du conflit déjà

ouvert qui oppose l'Iran, Israël et les pays arabes du golfe Persique à propos de la détention de l'arme nucléaire. Mettre tout en œuvre pour que la crise qui dévaste la Libye depuis l'assassinat organisé par les puissances occidentales du « Guide » Mouammar Kadhafi et qui s'étend dans toute la région du Sahel trouve rapidement une issue pacifique. Eviter que les forces navales chinoises et américaines s'affrontent dans la Mer de Chine du Sud et, plus dangereusement encore, dans les eaux qui entourent plus au nord l'île indépendante de Taïwan. Œuvrer pour que la prolongation du Traité New Start signé entre Washington et Moscou permette à toutes les puissances nucléaires de conclure des accords durables dans le domaine de la réduction des armes de destruction massive. Restaurer les relations de confiance

entre l'Europe et les Etats-Unis qui ont été fortement ébranlées par la politique de l'« America first », autrement dit du repli sur soi que Donald Trump avait inscrit en tête de ses objectifs stratégiques.

Le nouveau président des Etats-Unis s'étant entouré de femmes et d'hommes qui connaissent parfaitement ces questions et qui ont démontré leur prudence tout au long de leur carrière, il y a aujourd'hui de fortes chances pour que la décennie dont nous vivons le début soit marquée par une approche plus sage et mieux coordonnée des relations entre les grandes puissances. Les mois et les années à venir diront si cette analyse est juste ou si elle relève simplement de l'illusion.

A suivre donc de près !

Jean-Paul Pigasse